

## REGIONS

Atsinanana,  
Alaotra Mangoro,  
Analanjirifo

page 26

## ÉCONOMIE

Jeux des îles : un impact  
puissant sur le tourisme

page 14

## FINANCEMENT

Financement des projets  
innovants: Banques et  
institutions mobilisées

page 34

## DOSSIER RSE

Mora Mora Life:  
Accompagner l'entreprise  
vers un monde plus durable  
et responsable

page 42



Le magazine des industries de Madagascar

# expansion

numéro 36 | Juin - Juillet 2023 | Ar. 10 000



PORTRAIT

## TIANA RASAMIMANANA

PRÉSIDENT DU SYNDICAT DES INDUSTRIES DE MADAGASCAR

P18



MADAGASCAR  
UN COCKTAIL D'EMOTIONS



**DZAMA**



## TSINGY

Tout comme les Tsingy de Bemaraha, site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, notre rhum est le fruit d'un savoir-faire unique et d'une combinaison de facteurs naturels. Nous avons choisi de nommer notre produit Tsingy pour rendre hommage à ce patrimoine naturel exceptionnel de Madagascar, mais aussi pour souligner notre engagement en faveur de la préservation de l'environnement.

En choisissant Tsingy, vous faites le choix d'un produit d'exception, mais aussi d'un engagement fort en faveur de l'environnement.






Za'Malagasy!



**PARCE QUE  
VOUS FAIRE AVANCER  
EST NOTRE PRIORITÉ**

**DEPUIS PLUS DE 20 ANS, LP ACCOMPAGNE  
LE DÉVELOPPEMENT DE MADAGASCAR ET  
DE SES RÉGIONS EN TANT QU'ACTEUR  
LOGISTIQUE INCONTOURNABLE.**

Nous nous sommes engagés à assurer le stockage et l'approvisionnement des produits pétroliers sur l'ensemble de l'île, par voie maritime et terrestre, pour garantir la disponibilité de ce carburant, vital pour la population et le bon fonctionnement de l'économie de toutes les régions de Madagascar.

-  **20**  
dépôts
-  **2**  
caboteurs
-  **365**  
camions citernes
-  **73**  
wagons citernes
-  **3**  
barges

Le respect de notre engagement passe par **une amélioration continue des infrastructures**, pour répondre aux besoins énergétiques croissants de la population malagasy. Nous avons ainsi **investi plus de 100 millions de dollars depuis 2001** pour sécuriser nos dépôts, les moderniser et améliorer la qualité de nos services.

Chez LP, **la sécurité est notre priorité**, pour nos collaborateurs, nos clients et la population. Nous nous conformons aux **exigences des standards internationaux** en matière de qualité et de sécurité aussi bien pour nos infrastructures que pour nos opérations quotidiennes.

Au-delà de nos activités, LP joue un rôle actif aux côtés des communautés malagasy. Nous avons initié **plus de 20 projets environnementaux et 52 projets sociaux** pour l'éducation de nos enfants, l'accès à l'énergie, la lutte contre la déforestation et la sensibilisation à la sécurité routière.

Autant d'initiatives qui viennent concrétiser cette volonté de nous inscrire durablement dans le **développement socio-économique de Madagascar**.

Nous renouvelons notre engagement pour rester un **moteur de progrès** pour les Malagasy. Et nous leur souhaitons à tous une **bonne fête de l'Indépendance**.

**TRATRY NY ASARAMANITRA**

# COUPON

**ABONNEZ-VOUS**  
au magazine des industries de Madagascar

Le magazine des industries de Madagascar

**expansiOn**  
MADAGASCAR

- Une offre découverte | 3 NUMÉROS  
POUR 25 000 ARIARY
- Une offre privilège | 6 NUMÉROS  
POUR 48 600 ARIARY
- Une offre premium 12 numéros : | 12 NUMÉROS  
POUR 86 600 ARIARY

Nom	..
Prénom	..
Société	..
Téléphone	..
E-mail	..
Adresse	..

(+261) 34 86 420 86 | [contact@ods-mada.com](mailto:contact@ods-mada.com) | Immeuble Tana 2000 Ankorondrano | Antananarivo 101

# SOMMAIRE

**06** Vie du SIM  
Assemblée Générale  
Ordinaire des membres  
du SIM



**10** Culture  
Puissance économique  
et patrimoine culturel -  
La Chine et Maurice en  
exemple



**12** Economie  
La Fhorm enthousiaste  
- Impact des jeux des  
îles sur le tourisme



**16** Juridique  
Pacte de  
l'industrialisation

**18** **PORTRAIT**  
TIANA  
RASAMIMANANA,  
Président du Syndicat des  
Industries de Madagascar



**26** RÉGIONS  
Atsinanana,  
Analanjirifo,  
Alaotra-Mangoro



**34** Financement  
Financement des projets  
innovants: Banques et  
institutions mobilisées



**41** RSE  
Qu'est-ce que la  
responsabilité sociétale  
des entreprises (RSE)?



**44** Malagasy  
Ny Antsika



# Tsy adidiko izaho samirery...



## Syndicat des Industries Madagascar

Immeuble Vitasoa  
Analakely  
1ère étage Antananarivo  
101, Madagascar  
(+261) 20 22 240 07  
www.sim.mg

## Fondateurs

Hery Ranaivosoa, Fredy Rajaonera, Damase Andriamanohisoa, Frank Fohine, Stéphane Raveloson, Karim Barday, Francis Rajaobelina, Laurent Rajaonarivelo, Claude Ratefiarisoa

## Directeur de publication

Tiana Rasamimanana

## Directeur de rédaction

Soatiana Rajoelisoa

## Equipe éditoriale

Frank David, Santatra H, Rkt Hsn

## Graphisme

**& mise en page**  
ODS SAU

## Crédits photos

SIM, Nosy Ranarisoa, EDBM, Andriniaina Rasoarahona, Emmanuel Cotsoyannis, Guillaume Lecomte, Société Générale, David Roger, Chloé Andriamihaja, Gaëlle Randriamanana, © OTSM – Office du Tourisme de Sainte-Marie, Freepik, Pixabay

## Régie publicitaire & abonnement

(+261) 34 86 420 86  
contact@ods-mada.com  
Immeuble Tana  
2000 Ankorondrano,  
Antananarivo 101  
Madagascar

## Imprimé par

Nouvelle Imprimerie des Arts Graphiques

## Edito

Dans la présente situation de notre pays, le SIM gagnerait à relever ses ambitions, à clarifier ses priorités, à améliorer son fonctionnement... pour peser intelligemment sur les orientations de notre politique industrielle ainsi qu'à sa mise en œuvre efficace (à son niveau).

**Les défis.** Ils sont nombreux, entre autres : incorporer plus de valeur ajoutée à nos produits (surtout pour ceux d'exportation), renforcer notre tissu industriel, atteindre une autosuffisance alimentaire et industrielle avec nos abondantes ressources naturelles et humaines, rehausser nos exportations en quantité et en qualité.

Très important : comme la fourniture d'électricité étant ce qu'elle est, il faudrait concrétiser –au plus vite– les divers projets de barrages hydro-électriques et la mise en place des énergies renouvelables/alternatives, seuls gages pérennes pour faire tourner nos usines, notre économie.

De même, un effort substantiel et urgent devrait être effectué pour réparer et entretenir nos routes délabrées afin de développer nos industries, notre pays...

**A deux vitesses.** Par ailleurs, si les grandes industries malagasy s'internationalisent et bénéficient de financements conséquents, les petites sont handicapées par des taux d'intérêts élevés pratiqués par les banques locales. En outre, la situation économique actuelle a fragilisé notre tissu industriel ; aussi, en étant mieux accompagnés, nos industriels devraient être plus audacieux pour

être plus robustes afin de maîtriser le marché interne, développer nos exportations... bref, nous devons être à la hauteur de nos ambitions.

**Un SIM exigeant.** A cet effet, à la tête du SIM, j'aurai une quadruple exigence : (i) veiller aux intérêts de nos entreprises, à leurs besoins, autant que faire se peut ; (ii) resserrer les liens entre nos membres ; (iii) renforcer nos divers atouts ; (iv) établir des relations exigeantes avec les pouvoirs publics et ce, à chaque étape, à chaque niveau.

Il serait donc très souhaitable que le gouvernement publie, par exemple, les décrets d'application de la loi sur le développement industriel, y compris la mise en place du Fonds National y afférent.

**Au boulot !** Encore faut-il savoir vraiment ce que nous voulons en adaptant nos outils de production, en améliorant nos méthodes, en rehaussant nos services... pour bonifier nos produits et ouvrir –de surcroît– des perspectives solides à l'export. En effet, les zones économiques comme la COMESA, la SADC, la ZLECAF, la COI requièrent un minimum de compétitivité. Plus forts, plus unis... nous sommes, plus fructueuse sera notre appartenance au sein des dites zones.

## UN SIM écouté, respecté...?

Certes, mais avant tout fort de sa solidarité et soucieux d'un travail bien fait, à tous les niveaux.

*Tsy adidiko izaho samirery fa adidiko izaho sy ianareo (Ny Ombalahibemaso) !*



## Vie du SIM

01

### Assemblée Générale Ordinaire des membres du SIM

L'Assemblée Générale Ordinaire des membres du SIM s'est tenue le 23 mars 2023 au Carlton Anosy. Le mandat du Conseil d'Administration ayant expiré, l'Assemblée Générale a procédé à l'élection des nouveaux administrateurs pour le mandat de 2023-2025. Les nouveaux Administrateurs se sont ensuite réunis pour élire son Président. Après le scrutin, M. Tiana RASAMIMANANA du groupe Sipromad a remporté l'élection. La présidence du SIM sera ainsi assurée par M. Tiana RASAMIMANANA, Directeur de Cabinet du groupe Sipromad de 2023 à 2025.



02

### Nouveaux membres

- **Signature du code d'éthique pour les nouveaux membres :**

Dix entreprises à savoir : AGROHELP Consulting, MADAFOAM, MADAGASCAR HYGIENICS & PAPER CORPORATION (MHPC), MADAPLAST, MALAKASS, MOLLI COMPANY, SOCIETE KIMDJEE TOAMASINA, SOMALAVALL, STOI et VITAFOAM ont procédé à la signature du Code d'éthique durant l'Assemblée Générale du 23 mars 2023.

- **Nouveaux membres :**

Le SIM a reçu deux nouvelles demandes d'adhésion :

- **HONEY OF MADAGASCAR** : ayant pour activité la collecte, la transformation, la vente et l'exportation du miel et dérivés. Elle est basée à Merimandroso Ivato. Les membres du Comité ont effectué la visite de son site de production le 16 mai 2023.

- **ORKIDEX**, une société à vocation industrielle appartenant au groupe TRIMETA, ayant pour activité la transformation de gousse de vanille en extrait et poudre. Elle est basée à Sarpody Tanjombato.



03

### Pôle Stage Madagascar : Mise en œuvre

La première vague des formations Pôle Stage Madagascar s'est déroulée du 24 au 28 avril 2023 au siège du SIM. 82 étudiants issus de l'ISCAM, de l'université ACEEM, de l'IST et de l'ESPA Vontovorona ont pu bénéficier de cette formation et ont reçu des attestations. Les formations sont assurées par le MICC, le METFPLS, le DHL, l'ACPE et le BIANCO.

M. Tiana RASAMIMANANA, Président du SIM a ouvert officiellement la formation le 24 avril 2023.

La deuxième vague se tiendra du 10 au 14 juillet 2023 à Antananarivo avec la participation de l'INSCAE, de l'Université RAVELOJAONA, de l'UCM, de l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques et de l'INPF et du 24 au 26 juillet 2023 à Fianarantsoa pour les étudiants de l'université de Fianarantsoa.



# Syndicat des Industries de Madagascar

04

## Direction Générale des Douanes - conférence débat à l'Université d'Antananarivo :

La Direction Générale des Douanes a organisé une conférence débat sur cette administration : son histoire, ses missions ainsi que les métiers de douaniers. C'était le vendredi 05 mai 2023 dernier à l'Université d'Antananarivo M.Tiana RASAMIMANANA, Président du SIM a été parmi les conférenciers. Il a axé son intervention sur la relation entre la Douane et les Industries à Madagascar.



05

## Dialogue Public Privé :

- **Participation à la 2ème édition du Business Forum Régionaux :**

M.Tiana RASAMIMANANA, Président du SIM et M. HASSIM Amiraly ont représenté le SIM à la 2ème édition du Business Forum Régionaux, organisé par l'EDBM à Toamasina les 6 et 7 avril 2023. Cet événement a été placé sous le thème principal « désengorgement du port ». Une réunion du Comité de Pilotage du Dialogue Public Privé sur la Fluidification du passage portuaire s'est tenue le 7 avril 2023.





## Vie du SIM

### • Journées de programmation industrielle :

La mise en place de la programmation industrielle constitue un des engagements majeurs pris lors du Dialogue Public Privé sur l'Industrialisation organisé en 2022. Dans le cadre de sa mise en œuvre, le Ministère de l'industrialisation, du Commerce et de la Consommation (MICC) et l'EDBM ont invité le Secteur Privé et les Administrations à poursuivre les échanges durant les journées de programmation industrielle organisées du 24 au 26 mai 2023 au Novotel. L'objectif étant d'aboutir à un Pacte d'Industrialisation. Ces ateliers ont eu la participation massive des membres du SIM.



### • Loi sur le Développement de l'Industrie (LDI) :

Une réunion de travail entre l'équipe du MICC, du projet PAISF et les membres du Conseil d'Administration du SIM a eu lieu le 18 avril 2023. L'ordre du jour étant la présentation du décret LDI et du schéma FNDI en particulier et la discussion sur le pacte d'industrialisation ou loi sur la programmation industrielle.

## 06 / Projet SIM/PNUD

Le projet SIM/PNUD a prévu trois activités :

- Le renforcement des capacités des PMI : les formations des PMI sur la démarche qualité, la comptabilité, le marketing et les énergies renouvelables ont été réalisées.
- La promotion des PMI et de leurs produits : treize (13) PMI, dont deux issues de la Région Atsimo –Andrefana ont participé à la 17e édition de la Foire Internationale de Madagascar (FIM) qui s'est déroulée du 11 au 14 mai 2023 au Forello expo Tanjombato.
- La mise en place d'un Centre de Gestion Agréé : l'Appel à Manifestation d'Intérêt pour le recrutement d'un cabinet en charge de l'instauration du CGA au sein du SIM a été lancé.

Le SIM et le Conseil Supérieur de la Comptabilité a mis en place une convention de partenariat pour la création, le fonctionnement et la pérennisation du CGA du SIM.

La cérémonie de signature de la convention s'est déroulée durant la réunion du Conseil du 30 mai 2023.





# Syndicat des Industries de Madagascar

07

## Formation avec SUNREF Madagascar:

SUNREF a dispensé deux thèmes de formations pour les membres du SIM et du GEFP :

- Formation sur l'Empreinte carbone :  
Deux séances de formation sur l'empreinte carbone ont été organisées :  
le 9 mars au siège du GEFP à Ankorondrano et le 6 avril au siège du SIM Analakely.
- Formation sur l'Efficacité Énergétique :  
Deux séances de formation sur l'Efficacité Énergétique ont été organisées :  
le 22 mai au siège du SIM Analakely et le 23 mai au siège du GEFP à Ankorondrano.



08

## Rencontre avec Afreximbank

Une rencontre des membres du SIM avec la délégation de l'Afreximbank s'est tenue le mercredi 3 mai 2023 au SIM Analakely. Cette banque cherche des projets concrets à financer à hauteur de 5 millions de dollar minimum avec des conditions flexibles. M.Tiana RASAMIMANANA, Président du SIM a invité les membres à présenter des projets.



# Puissance économique et patrimoine culturel

## La Chine

Les puissances économiques sont généralement des nations dotées d'une grande richesse culturelle. Parmi elles, la Chine a su, durant des décennies, préserver l'héritage de son histoire, malgré la mondialisation. Le constat est similaire pour l'île Maurice. Passée du statut de « pays en développement » à celui de « nouvellement industrialisé », le territoire a acquis une position notable à l'échelle de l'économie planétaire tout en conservant son patrimoine, issu de ses traditions multiculturelles.

Modèle de développement, la Chine affiche fièrement sa position de deuxième pays du Monde, en matière de croissance. En 2021, son PIB a augmenté de 8,1%, atteignant ainsi son rythme le plus rapide depuis 2012. Cette performance est largement attribuée à ses efforts déployés vers les exportations, avec de nombreux pays émergents comme principales destinations. Pendant la crise sanitaire de 2020, la Chine s'est illustrée comme l'un des principaux exportateurs mondiaux de masques. L'acier, les équipements électriques et électroniques, les machines et beaucoup d'autres produits manufacturés inondent les marchés étrangers. Le tableau n'est pourtant pas idyllique. La croissance du géant asiatique connaît, en effet, un ralentissement tendanciel. Elle a chuté de 3% en 2022, mais cette situation ne durera pas, selon les autorités de

pays qui prévoient d'atteindre un objectif de progression annuelle de 5% en 2023, avec l'abandon des mesures sanitaires et la reprise de la consommation.

Outre son rang de super puissance, la République populaire de Chine est aussi connue et appréciée pour son rayonnement culturel. Du thé aux arts martiaux, en passant par le bouddhisme et la philosophie, l'art de vivre au pays du Soleil Levant inspire, depuis toujours, au-delà de ses frontières. A l'exception notable de la période de la révolution culturelle instaurée par Mao de 1966 à 1976 où le régime communiste a détruit de nombreux édifices patrimoniaux emblématiques. Une étude menée par Caroline Bodelec, ethnologue et chargée de recherche au CNRS au sein du Centre d'étude sur la Chine moderne et contemporaine, affirme que « sur les 90 éléments de la liste des chefs-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité de 2001 à 2005, quatre appartenaient déjà à son espace culturel. En 2013, la Chine possédait le plus grand nombre de références sur la Liste représentative (30 sur 232) ainsi que sur la Liste de sauvegarde urgente (7 sur 27) des patrimoines culturels immatériels de l'UNESCO », faisant de l'état chinois, « un pays incontesté et incontestable dans ses actions et dans le traitement de son patrimoine », selon l'experte.



# L'île Maurice

L'île Maurice a gravité, ces dernières années, les échelons dans la hiérarchie économique mondiale pour bénéficier, aujourd'hui du statut de nation « nouvellement industrialisée ». La Banque mondiale note qu'en juillet 2020, « Maurice a atteint le statut d'économie à revenu élevé, basé sur les données de 2019 ». Cependant, en raison de la pandémie de COVID-19, le pays est revenu en 2021 à la catégorie des économies à revenu intermédiaire élevé. « La croissance économique a rebondi modestement avec un taux de 3,5 % en 2021, puis s'est accélérée pour atteindre environ 8,3 % en 2022. Cette reprise a été soutenue par le fort rebond du secteur du tourisme, malgré les défis liés à la propagation de la variante Omicron et aux tensions en Ukraine. Une progression modérée à 4,7 % est prévue en 2023, en raison d'un ralentissement de la demande mondiale, avant de converger vers sa tendance à moyen terme, correspondant à une croissance stable », note encore la Banque mondiale. L'île bénéficie nettement de la contribution des 600 entreprises qui profitent des avantages fiscaux liés à son statut de zone franche. Ces sociétés qui opèrent principalement dans le textile, les industries légères et la bijouterie rapportent près de 3 milliards de roupies par an, tout près des

revenus de l'historique commerce du sucre à moins de 4 milliards. Ce paradis fiscal est devenu une place forte : l'activité financière représente 50% du PIB, contre 7% pour le tourisme, troisième pilier de l'économie locale après l'industrie.

Dans cette ancienne colonie anglaise, devenue à son indépendance, en 1968, une nation à majorité indienne, la diversité culturelle est une caractéristique marquante. La population est composée de personnes venant d'Europe, d'Inde, de Chine et d'Afrique, créant ainsi une mosaïque culturelle unique. De nombreuses langues se côtoient, telles que l'anglais, le français, l'ourdou, l'hindi, le bhojpuri et le créole mauricien. Reflet de cette diversité, la cuisine mauricienne combine des saveurs et des couleurs variées, préservant ainsi les spécificités de chaque culture tout en offrant un mélange harmonieux de goûts et d'arômes. Ajoutés à un environnement exceptionnel, ces arguments culturels ont permis à Maurice de s'inscrire, et de se maintenir, dans le tourisme haut de gamme. Les investissements, toujours importants dans l'hôtellerie de luxe, confirment ce positionnement et garantissent, au tourisme local, de belles années de développement.





# Économie

## ► Monde

Les titres de l'ancien prestigieux établissement bancaire helvétique ne répondent plus aux critères de Wall Street pour figurer au tableau des cotations. En effet, depuis le début de sa chute vertigineuse, l'action de la banque a perdu plus de 94% de sa valeur depuis mars 2021 et plafonne aujourd'hui en dessous de 1 dollar, le minimum exigé par les autorités américaines pour subsister sur leur marché.

Le salut du Crédit Suisse, pourtant considéré comme "too big to fail" (trop gros pour faire faillite) viendra de son rachat par UBS, le numéro 1 du secteur bancaire en Suisse, après autorisation des autorités helvétiques, pour un montant de 3 milliards d'euros.

L'établissement a perdu son prestige, et de fait son contrôle, après différents scandales comme la faillite de la société financière britannique Greensill ou l'implosion du fonds

américain Archegos, deux entreprises de capital risque que le Crédit Suisse avait épaulé aveuglément. D'autres scandales se sont enchaînés qui ont fragilisé l'établissement, notamment les déclarations du président de la Banque nationale saoudienne, première actionnaire de Crédit Suisse, faisant douter de son soutien à cet établissement jugé vulnérable. Jusqu'à causer sa perte.



## ► Afrique

« La croissance économique en Afrique subsaharienne pourrait connaître un déclin permanent en cas de recrudescence des tensions géopolitiques » note le FMI

L'Afrique subsaharienne pourrait être la région la plus pénalisée si le monde se divisait en deux blocs commerciaux isolés, l'un constitué autour de la Chine et l'autre autour des États-Unis et de l'Union européenne. Dans ce scénario le plus défavorable, les pays d'Afrique subsaharienne pourraient connaître un déclin permanent allant jusqu'à 4 % du produit intérieur brut réel après 10 ans selon les estimations du Fonds Monétaire International— soit des pertes plus élevées que celles subies par nombre de pays lors de la crise financière mondiale.

Les alliances économiques et commerciales forgées avec de nouveaux partenaires économiques, essentiellement la Chine, ont été bénéfiques à la région, mais ont également rendu les pays qui dépendaient des importations de denrées alimentaires et d'énergie

plus sensibles aux chocs mondiaux, notamment aux perturbations provoquées par l'intensification des restrictions commerciales au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Si ces tensions géopolitiques devaient s'envenimer, les pays pourraient subir une hausse des prix à l'importation ou même perdre l'accès à leurs principaux marchés à l'exportation : environ la moitié de la valeur du commerce de la région avec le reste du monde pourrait être affectée.



## ► Océan Indien

### Maurice a accueilli près d'un million de touristes

De plus, 990 099 touristes sont arrivés par avion alors qu'ils étaient 7 191 à privilégier les croisières. Parmi nos principaux marchés, c'est la France qui domine le classement avec 238 864 touristes en 2022, suivie de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, avec 140 847 et 96 767 touristes respectivement.

Si la plupart de nos visiteurs sont des touristes, 27 261 d'entre eux viennent pour des affaires. Les recettes touristiques pour 2022 s'élevaient à Rs 64,8 milliards contre Rs 14,3 milliards pour la période correspondante en 2021. En 2019, avant la pandémie de Covid-19, les recettes touristiques étaient de Rs 63,1 milliards. La durée du séjour était de 11,8 nuitées en 2022 contre 14,7 en 2021. Les Mauriciens ont également repris goût aux voyages en 2022.

Les chiffres compilés démontrent que 229 268 d'entre eux ont pris l'avion contre 42 446 en 2021. Parmi les trois destinations les plus visitées, l'on retrouve les Émirats arabes unis avec 58 948 voyageurs ; la France, 36 667 et la Réunion, 31 464 .





# ► L'embellie se profile

**À compter du 27 juin 2023, Corsair dessert de nouveau Madagascar. Après une absence de 5 ans, cette compagnie historique, dont les premiers vols entre Paris et Tana datent de 27 ans, revient à Ivalo. Cette offre du transporteur français ouvre des perspectives prometteuses au tourisme malgache. En attendant une ouverture plus large à la concurrence pour pallier le manque de liaisons aériennes vers la grande île et séduire de nouveaux voyageurs.**

Le secteur du tourisme malgache entrevoit un sursaut d'activité avec le retour de Corsair sur son sol. La compagnie a déjà annoncé son souhait d'opérer deux vols hebdomadaires entre Antananarivo et Paris-Orly, et des liaisons vers Saint-Denis de la Réunion. Mais une relance conséquente et durable de l'activité doit passer par l'augmentation de la desserte aérienne internationale pour diversifier l'offre et renforcer la concurrence pour faire baisser les prix. De quoi redonner de l'attractivité aux voyages vers Madagascar.

Créée en 1981, Corsair se concentre principalement, au départ, sur les vols à destination des départements et territoires d'outre-mer français. Dans les années 1990, la compagnie met en place des vols réguliers vers les Antilles. Au cours des années 2000, elle ouvre des lignes vers l'Afrique, notamment au Sénégal en 2012 et en Côte d'Ivoire en 2013. La desserte de Madagascar remonte à la fin des années 1990. Cependant, l'objectif aujourd'hui, d'at-

teindre 500 000 touristes d'ici la fin de l'année dans l'île, et potentiellement un million de touristes dans cinq ans, nécessite d'augmenter de façon exponentielle le nombre de vols internationaux à destination de Madagascar. Si toutes les lignes reprenaient comme avant 2019, les rotations atteindraient 69 vols internationaux par semaine. Un trafic très suffisant pour générer 500 000 touristes d'après les professionnels du secteur privé du tourisme. Selon eux, il faudrait donc ajouter encore cinquante vols supplémentaires, soit une augmentation de 80% des sièges disponibles. La reprise de Corsair représente donc une avancée, mais cela reste largement insuffisant. L'ouverture du ciel malgache doit jouer un rôle clé dans le développement du trafic aérien. En instaurant plus de concurrence, cela permettrait d'attirer davantage de visiteurs

Madagascar a la réputation d'être une destination coûteuse par rapport à la région, mais avec une amélioration de la connectivité aérienne, la grande île pourrait gagner en attractivité. L'implantation d'une compagnie aérienne représente un investissement dont les conséquences touchent de nombreux secteurs économiques. En 2019, avant la période de COVID-19 et la fermeture des frontières, l'aéroport d'Antananarivo enregistrait 60 vols internationaux et régionaux par semaine. Fin juillet 2022, ce chiffre est passé à 31 vols, soit une réduction de plus de la moitié. En ce qui concerne les vols domestiques, la performance se situe encore à moins de 50% du niveau atteint avant la pandémie.

Autre nouvelle encourageante, l'Ambassadeur de Turquie à Madagascar, a récemment annoncé que la compagnie aérienne Turkish Airlines augmentera ses vols entre Istanbul et Antananarivo à partir du 15 juin 2023, passant ainsi à deux vols hebdomadaires. Dans le même temps, des négociations seraient en cours avec les compagnies aériennes Emirates et Qatar Airways pour les convaincre de desservir Madagascar. La liaison Antananarivo-Dubaï est bien connue des malagasy et bénéficie déjà d'un trafic passager existant. En général, les passagers se rendant à Dubaï font escale à Maurice. Si Emirates dessert la grande île, un vol direct Antananarivo-Dubaï sera donc envisageable. En ce qui concerne Qatar Airways, la destination Doha est moins connue par les malagasy à ce jour. C'est une grande compagnie aérienne qui, grâce à son hub, dessert plus d'une centaine de pays. L'arrivée de compagnies aériennes telles qu'Emirates et Qatar Airways permettrait à Madagascar d'être connecté aux principaux terminaux de transit mondiaux, facilitant ainsi l'accessibilité du pays.

À ce jour, Madagascar est l'une des rares îles de l'océan Indien à ne pas avoir de connexion directe avec le Moyen-Orient. L'impact ne se limite pas seulement au tourisme. L'instauration de ces liaisons sans escale permettrait également de favoriser le développement de divers secteurs d'activité tels que les affaires et le fret.

### La Fhorm enthousiaste

Madagascar accueille les Jeux des îles de l'Océan Indien du 25 août au 3 septembre prochain. Une aubaine pour le secteur du tourisme qui reprend des couleurs après deux années d'agonie. Johann Pless, président de la Fédération des hôteliers et Restaurateurs de Madagascar (Fhorm) livre son analyse.

**Les infrastructures hôtelières existantes sont-elles suffisantes pour accueillir les personnes qui vont venir à Madagascar dans le cadre de cet événement sportif ?**

Oui ! Que ce soit dans les hôtels classés « ravinala ou ceux affichant de une à cinq étoiles, les établissements sont prêts pour accueillir l'ensemble des délégations et tous les accompagnants. Maintenant, il faut mettre les éléments en corrélation : Où se déroulent chacune des épreuves ? Où les sportifs et les accompagnements doivent se trouver ? Dans l'optique où les organisateurs souhaiteraient loger leurs athlètes dans des hôtels, le nombre de chambres disponibles est suffisant, les hôteliers et les restaurateurs sont prêts.

**Que peut-on dire du taux d'occupation des hôtels durant ces derniers mois ?**

Le nombre de personnes qui séjourne actuellement sur Madagascar augmente, avec son lot d'arrivées et de départs de la grande île. Les avions sont beaucoup plus remplis qu'auparavant. Suivant les rotations, les niveaux de fréquentation sont similaires, voire supérieurs à 2019. Mais là, on parle de la vente de sièges aériens, sans mesurer l'impact sur le volume de touristes internationaux.

Les occupations sont très disparates, suivant les régions, la localité et le classement des hôtels. Des hôtels 3 ou 4 étoiles, en centre-ville, affichent moins de 15% de taux d'occupation. Tandis que des hôtels



### Johann Pless

Président de la Fédération des hôteliers et Restaurateurs de Madagascar

à 2 ou 3 kilomètres du centre-ville annoncent plus de 60% de taux d'occupation. Donc, on constate que, dans la même ville, à quelques centaines de mètres, il existe un vrai déséquilibre. Sur l'île Sainte Marie par exemple, le taux d'occupation est à moins de 30% alors qu'il devrait être supérieur à 50%. Aujourd'hui le schéma est similaire à ce qu'il était il y a quelques mois : Antananarivo en tête des villes-destinations, du fait du nombre de rotations aériennes. Puis arrivent Nosy Be en second et ensuite Majunga grâce aux offres de trafic aérien. Il faudrait donc penser à reprendre certains vols régionaux comme La Réunion-Sainte Marie.

**Tout dépend donc de la liaison aérienne ?**

En tant qu'île, Madagascar est très dépendant de la liaison aérienne internationale, domestique, et régionale. Il y a peu d'aéroport dans les normes internationales. Si on pouvait avoir une ligne régionale sur chacun de nos aéroports, ça serait déjà exceptionnel.

**Quel est le rôle d'Antananarivo ?**

Tana est un hub historique. Ivato, le plus grand aéroport avec le plus de rotations aériennes nationales, domestiques, régionales et internationales. C'est très important.

Dans tous les pays du monde, il y a un hub, souvent dans la capitale. De là, s'organise le dispatche vers les destinations intérieures. Ce dispatche est d'autant plus facile à réaliser quand la compagnie nationale dispose d'un nombre d'appareils suffisant, ce qui n'est pas le cas. Pour améliorer le trafic, il faudrait peut-être penser à accueillir d'autres compagnies aériennes sur le réseau domestique, ce qui nous permettrait d'avoir une desserte plus cohérente, plus impactante afin de mettre toutes les régions au même niveau et gommer les fortes disparités.

**Vous évoquez les disparités entre les régions de Madagascar. A quoi cela est dû ?**

C'est très clair, Madagascar Airlines, est la seule compagnie qui opère sur le réseau domestique. Elle ne dispose que de 5 avions ATR mais trois sont cloués au sol, donc seulement 2 sont opérationnels. Il faudrait remettre en service ces 3 avions en panne. Ce manque d'appareils en état constitue une énorme contrainte sur un pays très grand. Et surtout pour le secteur privé des gestionnaires d'aéroport et le secteur du tourisme qui, à lui seul, représente près de 44 000 emplois directs et 1 500 000 emplois indirects.



COMME CET HÔTEL  
ADOPTÉZ L'AUTOCONSOMMATION!



FIANARANTSOA 30kWc

Ivandry.immeuble Metaplasco | [contact@metaplasco.com](mailto:contact@metaplasco.com)



*Kaopy iray ihany dia  
mahababo ny fontsika*





## Juridique

# Madagascar dessine ses ambitions



## PACTE DE L'INDUSTRIALISATION

D'ici 15 à 20 ans, le secteur industriel de Madagascar se doit d'évoluer vers plus de notoriété et donner une meilleure image de l'attractivité de la Grande île pour séduire les investisseurs internationaux. Pour y parvenir, les acteurs se sont concertés et ont défini ensemble les orientations majeures pour l'industrie dans le pays, ainsi que les engagements réciproques afférents entre secteur public et privé. Ces modalités seront inscrites dans un « Pacte de l'industrialisation » signé entre l'Etat et les partenaires du secteur privé dans le but de favoriser ensemble l'émergence d'une industrie forte et résiliente à Madagascar.

Parmi les ambitions définies dans ce Pacte de l'industrialisation figurent, par exemple, l'augmentation du taux de contribution de l'industrie au PIB national de 15% seulement, aujourd'hui, à hauteur de 25% à l'horizon 2030 et 30% d'ici 2040. Madagascar espère rattraper, voire dépasser les pays émergents d'Afrique où l'industrie génère actuellement plus de 20% de leur produit intérieur. Pour atteindre l'objectif de 25% en 2030, l'Etat et le secteur privé s'engagent à investir une somme de 1,5 milliards de dollars additionnel jusqu'à la fin de la période concernée.

Toujours en termes d'engagements communs, les deux parties prévoient également de réduire l'importation et de favoriser la production locale. Durant la séance plénière des journées de programmation industrielle, tenues du 24 au 26 mai, Amiraly Hassim, fondateur du Groupe Food and beverages et ancien président du Syndicat des industries de Madagascar (SIM), avait soulevé le fait que « Madagascar dépend à environ 80% de produits étrangers ». Les principaux fournisseurs du pays sont le Brésil pour le sucre, l'Inde et le Pakistan pour l'huile alimentaire et la Malaisie ou l'Indonésie pour le riz. Ce constat est d'autant plus dommageable que la Grande est un pays agricole, mais elle n'est pas en mesure de répondre aux besoins alimentaires de sa population.

Concernant l'environnement des affaires, le ministère du Développement Industriel, du Commerce et de l'Artisanat (MICC) s'engage à publier, dans les plus brefs délais, les textes d'application de la loi sur les investissements, votée en mai 2023 par le parlement. Quant au décret sur la loi sur le développement industriel (LDIM) promulguée en 2017, et ayant subi des

modifications en 2018, il se fait toujours attendre. Outre la LDIM, le projet de loi sur la programmation industrielle, amené à jouer un rôle majeur dans le développement du secteur, est actuellement en cours d'élaboration. Le MICC s'engage, également, à lever 300 millions de dollars en six ans pour alimenter le Fonds national pour le développement industriel (FNDI) prévu dans la LDIM. Le secteur privé promet, de son côté, d'accroître ses investissements de 16% afin de favoriser les intrants locaux et accompagner l'essor de la transformation locale.

Les deux parties assurent, également, que les orientations stratégiques et les engagements inscrits dans le Pacte de l'industrialisation seront « imperméables aux changements politiques » quelque soit le gouvernement en place et les acteurs concernés. Le Pacte tire, aussi, sa force de valeurs partagées entre les parties prenantes telles que le partenariat, la confiance mutuelle, la concertation ou la responsabilisation. Un atelier de validation, prévu pour fin juin, marquera la conclusion de l'élaboration du Pacte. En attendant, le document circule pour consultation avant d'être paraphé par l'Etat malagasy et le secteur privé. Après la signature du Pacte, le projet de loi sur la programmation industrielle devrait prendre forme pour être présenté à l'Assemblée nationale.





# L'effectivité de la loi sur le développement industriel en attente

La loi sur le développement industriel (LDI) vise à offrir un cadre juridique propice à la croissance des industries à Madagascar. Cependant, cette loi n'est pas en mesure d'être appliquée faute de publications des décrets nécessaires à son application. Après avoir été promulguée en 2017, la LDI a subi des amendements en 2018. Victime d'un vide juridique qui persiste depuis des années, les industriels attendent, depuis 6 ans, cette loi nécessaire pour booster leur secteur.

Pourtant, lors de la séance plénière qui a ouvert les journées de la programmation industrielle du 24 au 26 mai, l'ensemble des acteurs économiques concernés a clamé d'une même voix que « la LDI ne sert pas à grand-chose si elle n'est pas effective ». Ce retard est, également, constaté pour la loi sur les investissements, adoptée en mai 2023 par le parlement, mais toujours impossible à mettre en œuvre. Tous ces textes constituent un arsenal juridique permettant la croissance du secteur industriel à Madagascar, mais butent sur des contraintes administratives. La LDI a été créée pour apporter divers changements dont l'augmentation de la contribution de l'industrie à hauteur de 25% du PIB, alors que sa performance n'est que de 15% actuellement. A ce jour, les entreprises manufacturières de Madagascar affichent une part largement inférieure comparée à la moyenne enregistrée dans les différentes zones économiques, telles que la Communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC) où l'industrie génère 23,4% du PIB, ou les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) qui présentent un taux de contribution du PIB à 31%. Les ambitions de la Grande île d'atteindre un taux à hauteur de 25% à l'horizon 2030 et 30% à l'horizon 2040 risquent fort d'être dépassées par les autres pays sur la même période. Néanmoins, si ces objectifs sont atteints, le rebond apportera un changement notable pour le secteur.

La LDI est également censée définir un cadre juridique, social, financier et fiscal pour les entreprises industrielles agréées ou non ainsi que pour celles désirant s'installer au sein d'une zone d'investissement industriel (ZII). Elle prévoit une démarche de formalisation et de bonne gouvernance des industriels par l'attribution d'un agrément obligeant le respect d'un cahier des charges prescrit par la loi. Des mesures de simplification sont également prévues comme la mise en place d'une porte d'entrée unique pour les opérateurs économiques désirant investir à Madagascar. En outre, la LDI prévoit des dispositions fiscales et douanières spécifiques et incitatives appliquées aux entreprises industrielles, qu'elles soient agréées ou non, et selon qu'elles s'établissent ou non au sein des ZII. Par ailleurs, la LDI encouragera la mise en place de nouvelles structures dédiées à la régulation et au soutien du développement industriel et technologique du pays.

Parmi elles, figurent l'Agence nationale de développement des industries (ANDI) et le Fonds national de développement industriel (FNDI).

Dans le Pacte de l'industrialisation, préparé conjointement par le secteur public et le secteur privé, l'Etat malgache s'engage à lever 300 millions de dollars, sur six ans, pour soutenir le financement du secteur industriel du pays.

La restitution de l'atelier sur la programmation industrielle a de quoi rassurer le secteur privé. Selon ses conclusions, l'Etat malgache s'engage à publier dans les plus brefs délais les textes d'application des lois en cours, dont la LDI et la loi sur les investissements. Une étape tant attendue pour impulser une nouvelle et indispensable dynamique à l'industrie malagasy.



A portrait of Tiana Rasamimanana, a middle-aged man with grey hair, wearing black-rimmed glasses, a dark suit jacket, a white shirt, and a blue patterned tie. He is looking slightly to the right of the camera with a neutral expression. The background is an office setting with a colorful abstract painting on the wall.

# TIANA RASAMIMANANA

Président du Syndicat des Industries de Madagascar

**A**près avoir obtenu son baccalauréat à l'île de La Réunion, Tiana Rasamimanana intègre une classe préparatoire à l'Institut Supérieur de Gestion de Strasbourg. En 1989, il travaille dans une société conceptrice de logiciels de gestion avant d'officier dans une société d'événementiel. En 1990, il est appelé à Madagascar pour organiser les jeux des îles de l'Océan Indien. Il reste pendant six mois dans son pays natal. A son retour définitif en 1994, il enseigne à l'Iscam puis en devient le directeur pédagogique. Dans le même temps, en 1996, il se présente avec succès à l'élection communale d'Anjepy à Manjakandrina. En 1997, il fait partie du comité d'organisation des jeux de la Francophonie.

Nommé secrétaire général du ministère de l'industrie et de l'artisanat, il doit démissionner de son poste de maire. Après les crises politiques de 2002, Tiana Rasamimanana doit faire une parenthèse dans sa vie politique. Par la suite, il prend les commandes du Club Olympique de Tananarive et le redresse. En 2006 et 2007, il officie auprès de l'Ostie en qualité de directeur général. Après cet épisode, il dirige une industrie textile, Ultramaille jusqu'en 2011. A cette date, Il intègre le groupe Sipromad en tant que directeur de cabinet. Dans l'intervalle, il fait un retour dans la sphère politique, de 2015 à 2016, en tant que directeur de cabinet du Premier Ministre de l'époque, Jean Ravelonarivo.

Tiana Rasamimanana est un grand passionné du sport. Il a pratiqué le tennis jusqu'en 2018. Aujourd'hui, il court 8 à 9 kilomètres quotidiennement et jusqu'à 12 kilomètres chaque dimanche. Et tous les jeudis, il joue au futsal. Grand lecteur, ses goûts littéraires se portent particulièrement sur les biographies



# On devrait prioriser la réhabilitation des infrastructures routières

Nouvellement élu à la présidence du SIM, pour un mandat de deux ans, Tiana Rasamimanana se livre sur les défis qu'il faut relever pour industrialiser Madagascar. Au premier rang desquels les infrastructures routières et l'énergie, éléments incontournables d'un développement industriel plus que nécessaire pour l'avenir de Madagascar .

## **Qu'allez-vous apporter au SIM durant votre mandat ?**

Ce mandat est marqué par le 65ème anniversaire du SIM. Le credo, c'est de donner de la valeur au Syndicat des industries de Madagascar. Cela veut dire que les échanges entre le SIM et les autres groupements, que ce soit à Madagascar ou à l'étranger, doivent être fluides. Et que le SIM pèse de tout son poids. Pour l'heure, on sent que les desideratas des industriels malagasy ne sont pas encore pris en compte. Il faut aider les industriels à s'épanouir, tant sur le marché local qu'à l'international. Il est indéniable que la part de l'industrie dans le PIB de Madagascar est vraiment insuffisante car il est seulement de 15%. Cette proportion est inconcevable alors que nous avons toutes les matières premières.



## Portrait

### Etes-vous satisfait des dialogues public-privé ?

Ce dialogue existe depuis plusieurs années. On se réunit et on discute fréquemment. Le problème, c'est la mise en œuvre de ce qui ressort de nos discussions. Le secteur privé et l'Etat ont chacun leur responsabilité. La continuité de l'Etat n'est toujours pas respectée et la vitesse où vont les choses est loin d'être satisfaisante. En théorie, tout va bien mais c'est loin d'être le cas dans la pratique. A l'issue de chaque réunion, l'espoir renaît mais il s'envole avec le manque de concrétisation.

### Quels sont les blocages à l'industrialisation de Madagascar ?

Le premier problème, c'est la défaillance des infrastructures routières. On le répète en permanence et on incite les autorités à remédier à ce problème, sans résultats probants. Si nous avions des routes de qualité, on pourrait facilement acheminer les récoltes cultivées un peu partout dans le pays. Des axes de circulation de qualité sont indispensables pour alimenter le marché local et l'exportation. La situation est vraiment triste. Nous exportons des matières premières, qui sont transformées à l'étranger pour que le produit fini soit importé et vendu à un prix exorbitant à Madagascar. Nous avons 8 millions d'hectares de surface fertiles et disponibles sur l'ensemble de notre territoire. Nous cultivons uniquement sur 1 million d'hectares au maximum. Autre paramètre, le problème de l'énergie. Andekaleka n'arrive plus à subvenir aux besoins. La quantité nécessaire d'énergie pour produire fait défaut. Le peu de ressource disponible coûte cher et techniquement, les délestages occasionnent des pertes pour les entreprises augmentent leur coût de revient. En conséquence, on n'arrive pas à concurrencer les produits importés.

### Spécialement dans ce secteur de l'énergie, quelles seraient les solutions ?

Lors du dernier dialogue public-privé, nous avons parlé de l'auto-énergie. Cela signifie, qu'à part la Jirama, d'autres opérateurs devraient avoir la possibilité de mettre en place un parc solaire pour alimenter, en priorité, les entreprises. Le



projet Volobe a été signé récemment, mais il va falloir attendre 5 ou 6 ans pour bénéficier des 120 mégawatts produits. Autre dossier : Sahofika a déjà été signé et pourtant le projet ne se poursuit pas.

### A plusieurs reprises, les industriels évoquent le décret d'application de la loi sur le développement industriel ... en quoi est-ce important ?

C'est en janvier 2018 que cette loi sur le développement industriel a été promulguée. Depuis, nous attendons le décret d'application. Lors d'une récente réunion avec le Ministre en charge de l'industrie, nous avons insisté sur la nécessité de ce décret qui prévoit la mise en place de la zone d'investissements industriels, le fonds national pour le développement industriel. Ce décret est un vecteur indispensable pour développer l'industrie à Madagascar. Il n'y a pas longtemps, nous, les acteurs du secteur privé, avons discuté de la loi sur la programmation industrielle avec le ministère de l'industrie, du commerce et de la consommation et l'EDBM. L'énergie était au cœur de nos échanges pour favoriser le développement industriel du pays.

### Dans cette quête d'industrialisation, y a-t-il un secteur clé qu'il faut prioriser ?

Il existe toujours un secteur prioritaire. Si on regarde le cas de Madagascar, l'agro-business et le tourisme sont des axes privilégiés. Mais c'est la stratégie de l'Etat qui est importante car elle détermine les priorités. Déjà, il y a 15 ans, on a pensé que Madagascar offrait beaucoup d'opportunités. Une volonté politique

est indispensable pour avancer comme il se doit. Nous avons des tonnes de fruits qu'on peut transformer. Imaginez-vous, en 1999, j'ai visité une usine de fabrication de yaourt et de jus de fruits sur l'île de La Réunion. Cette usine importe 15 tonnes de concentré de fruits du Brésil alors que Madagascar se situe juste à côté. Conséquence: toutes nos industries du secteur ont fait faillite.

### Est-ce que l'adhésion à des zones de libre-échange profite réellement à Madagascar ?

Actuellement, Madagascar ne tire pas pleinement profit de cette situation, mais en subit plutôt les conséquences. Il serait souhaitable, par exemple, d'importer davantage de matières premières au lieu de toujours dépendre des produits finis importés. Il est crucial de renverser cette tendance et d'augmenter nos exportations vers les membres de la SADC, de la COI et du Comesa. Ce constat est d'autant plus triste qu'il affecte même notre état d'esprit. Au lieu d'agrandir le port de Toamasina pour faciliter l'accueil des produits importés, nous devrions plutôt l'étendre pour favoriser nos exportations. Si on se réfère aux chiffres, la valeur de nos importations est de 5 milliards de dollars tandis que l'exportation plafonne à 2 milliards de dollars. Si nos industries ne sont pas en capacité de produire avec des coûts de fabrication moindres, nous serons toujours inondés par les produits importés.

# GROUPE S SIPROMAD

**1972**

Naissance de la Société Industrielle des produits de Madagascar (S.i.pro.mad)



**1997**

Lancement de nos premiers produits d'entretien avec les bougies Maronjana, l'encaustique Tselatra, les éponges métalliques Siprex, les cordes et lignes de pêche Tadynyl



**2007**

Diversification de nos produits avec les papiers hygiéniques Doucy



**2014**

Construction de la Tour Redland - la plus haute Tour de l'Océan indien et de l'Afrique Subsaharienne



**2018**

Ouverture de MyStore, revendeur et distributeur agréé de produits Apple



**1992**

Création de l'agence de voyage et Tour Operator SilverWings Travel and Tour



**2003**

Naissance de notre filiale Global Technologies et Energies



**2008**

Création de notre compagnie d'aviation privée GS Aviation



**2015**

Apparition des savons Iriko



**2023**

Lancement des papiers hygiéniques éco-responsables - fabriqués avec du papier recyclé - sous la marque Doucy Eco



**AUJOURD'HUI**



Immeuble STTA - Morarano, Alarobia - BP 3019 - Antananarivo 101 - MADAGASCAR

+261 32 11 480 04

www.sipromad.com





### CAMION T-KING PLATEAU

- . Charge utile : 4000 kg
- . Air conditionné
- . Volant réglable
- . Ceintures de sécurités
- . Ecran tactile
- . Caméra recul
- . Ridelles latérales rabattables




### CAMION T-KING BOX

- . Charge utile : 4000 kg
- . Air conditionné
- . Volant réglable
- . Ceintures de sécurités
- . Ecran tactile
- . Caméra recul
- . Ridelles latérales rabattables

**DISPONIBLE EN LOCATION LLD à partir de 3.542.000<sup>Ar HT</sup>**

\*Offre pour 36 mois et valeur de rachat à 1 Ariary à la fin du contrat.  
\*Voir conditions en Agence

 **MATERAUTO**

 033 11 00 880 / 020 22 233 39

 [tovo.andriamasinoro@materauto.com](mailto:tovo.andriamasinoro@materauto.com)

 Materauto S.A

Issus de secteurs d'activité variés, ils constituent l'instance dirigeante du Syndicat des industries de Madagascar :

Tiana Rasamimanana (SIPROMAD); Patrick Mauge (NEWPACK); Clara Ravoavahy (NEWPRINT); Shekinah Andriamanarivo (Groupe INVISIO); David Ralambofiringa (Groupe BASAN); Zo Andriamampianina (VITOGAZ); Arnaud Andriantsitohaina (Groupe ANDRIANTSITOHAINA); Marc Pozmentier (STAR); Andry Ravalomanda (SOCIÉTÉ GÉNÉRALE); Nivo Rasatandrianombana (SALONE); Haideraly Sulemanji (SACOPLAST); François de Lasquen (CEMENTIS).



## LE PRÉSIDENT

Tiana Rasamimanana a pour responsabilité de diriger l'administration conformément aux statuts et règlements. Il supervise les travaux, prépare ou fait préparer tous les dossiers à soumettre au comité directeur, au conseil d'administration ou à l'assemblée générale. Il préside les réunions en maintenant l'ordre, pose les questions et guide les débats. Dans tous les votes, que ce soit lors des réunions du comité directeur, du conseil d'administration ou de l'assemblée générale, la voix du président est prépondérante en cas d'égalité des voix. Il est membre de droit de toutes les sections et commissions. Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un membre du comité directeur.

## LES VICE-PRÉSIDENTS

Patrick Mauge, Marc Pozmentier, Clara Ravoavahy sont chargés d'assister le président dans l'accomplissement de sa mission et de le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement, avec tous les droits et prérogatives afférents. Les membres du comité directeur sont responsables des actions qui leur sont confiées par le comité directeur, en fonction du programme et des besoins de l'organisation.



## LE TRÉSORIER

Andry Ravalomanda, est responsable de l'encaissement des recettes de l'organisation et rend compte au conseil d'administration de l'état financier du syndicat. Il présente un rapport financier vérifié par le commissaire aux comptes lors de l'assemblée générale ordinaire.





**Shekinah  
Andriamanarivo  
Groupe INVISIO**



**Andriniaina Rasoarahona  
Groupe BASAN**



**Arnaud Andriantsitohaina  
Groupe  
ANDRIANTSITOHAINA**



**Raymond Chen Yuan Chi  
Ah Lone  
SALONE**



**Zo Andriamampianina  
VITOGAZ**



**Haideraly Sulemanji  
SACOPLAST**



**François de Lasquen  
CEMENTIS**



# ET SI ON CONSOMMAIT LOCAL ?

Chez Groupe Sipromad, nos activités industrielles couvrent un périmètre diversifié de produits de grande consommation dont nous assurons la production depuis notre usine sise à Ambohimambola : produits d'entretien (savon, cire pour sol...), papiers hygiéniques, bougies et cordes.

Depuis plus de 50 ans, nous accompagnons le quotidien des ménages malgaches à travers des produits qui conjuguent qualité et accessibilité.

La preuve que le Vita Malagasy est une valeur sûre pour chaque foyer.

**VISION FOR...**  
**MADAGASIKARA**



TADYNYL

TSEL'ATRA

TSEL'ATRA



*Mahaiza mividy ny tsara*

# Infographie

## RÉGION ATSIINANANA

**Superficie** : 22 031 km<sup>2</sup>

**Densité 2018** : 67,1 hab/km<sup>2</sup>

**Population en 2021** : 1 634 542 habitants

**Taux de chômage 2018** : 5,1 %



- Taux de chômage 2018 : 5,1 %
- Pourcentage des ménages pratiquant l'agriculture (2018) : 72,3 %
- Effectifs des individus ayant l'artisanat comme activité principale (2018) : 32 072
- Pourcentage des ménages pratiquant l'élevage bovin (2018) : 20,7 %
- Taux d'accès à l'électricité en 2018 : 47,7 %
- Taux de pauvreté 2013 : 64,6 %
- Taux d'accès à l'eau de source améliorée en 2018 : 35,3 %

## RÉGION ANALANJIROFO

**Superficie** : 21 666 km<sup>2</sup>

**Population en 2021** : 1 251 671 habitants

**Densité 2018** : 53,1 hab/km<sup>2</sup>

**Taux de chômage 2018** : 5,3 %



- Pourcentage des ménages pratiquant l'agriculture (2018) : 86,4 %
- Pourcentage des ménages pratiquant l'élevage bovin (2018) : 27,5 %
- Effectifs des individus ayant l'artisanat comme activité principale (2018) : 7 041
- Taux de pauvreté 2013 : 63,5 %
- Taux d'accès à l'eau de source améliorée en 2018 : 30,1 %
- Taux d'accès à l'électricité en 2018 : 65,7 %

## RÉGION ALAOTRA-MANGORO

**Superficie** : 27 846 km<sup>2</sup>

**Population en 2021** : 1 346 742 habitants

**Densité 2018** : 44,9 hab/km<sup>2</sup>

**Taux de chômage 2018** : 4,9 %



- Pourcentage des ménages pratiquant l'agriculture (2018) : 86,4 %
- Pourcentage des ménages pratiquant l'élevage bovin (2018) : 27,5 %
- Effectifs des individus ayant l'artisanat comme activité principale (2018) : 7 041
- Taux de pauvreté 2013 : 63,5 %
- Taux d'accès à l'eau de source améliorée en 2018 : 30,1 %
- Taux d'accès à l'électricité en 2018 : 65,7 %



## 2ème édition du Business Forum Régional

### Régions

## Atsinanana, Alaotra Mangoro, Analanjirofo mis en avant

La deuxième édition du «Business Forum Régional» s'est tenue à Toamasina les 6 et 7 avril derniers. Organisé par l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), cet événement vise à promouvoir les investissements et à améliorer le climat des affaires à Madagascar, dans le but de renforcer l'attractivité économique de chaque région.

Les opportunités d'investissement et les potentiels économiques de la partie Est de Madagascar, à savoir Antsinanana, Alaotra

Mangoro et Analanjirofo, ont été mis en avant pendant ces deux jours. L'objectif du «Business Forum régional» est de réunir tous les acteurs de l'économie afin promouvoir les réalisations des trois régions et d'identifier les axes permettant de renforcer la valorisation des secteurs porteurs, ainsi que l'attractivité et la compétitivité des régions mais aussi de l'ensemble du pays. Près de 500 participants, gouvernement, secteur privé, investisseurs étaient au rendez-vous.



«La déconcentration des dialogues publics-privés au niveau régional est très importante (...) Toamasina a l'honneur d'accueillir la première réunion décentralisée du comité de pilotage du dialogue public-privé», souligne Romy Andrianarisoa, directrice de cabinet à la présidence de la République.

Parmi les potentiels de ces trois régions, la pêche constitue un pilier majeur de développement. L'est du pays est, également, réputée pour ses cultures de rente. Dans ce domaine primordial, le pays doit maintenir sa compétitivité à l'échelle régionale et mondiale. D'autres activités économiques, comme le tourisme, peuvent et doivent devenir des piliers de relance et de croissance à moyen et long terme. Pour y parvenir, cette localité du pays dispose de formidables atouts.

Plusieurs projets d'infrastructures, comme l'extension du port de Toamasina, ont été mentionnés durant les panels qui se sont succédés. Des futures réalisations permettront à Madagascar de viser une position prépondérante et attrayante en tant que zone portuaire. Sans oublier les infrastructures routières, tel que le projet d'autoroute qui reliera Antananarivo et Toamasina, ou encore la construction de gares fluviales. Le problème lié à l'énergie a été également mentionné à maintes reprises.



Les investisseurs se sont accordés sur l'importance de renforcer la capacité énergétique des trois régions. Mais aussi de remédier aux problèmes liés au foncier.

Tout au long des discussions, il a été mentionné l'insuffisance des efforts déployés, jusqu'à présent, pour espérer la croissance souhaitée, notamment en termes de création d'emplois. Par conséquent, il est impératif de mener des actions concrètes et de renforcer l'engagement de l'État. La collaboration entre le secteur public et le secteur privé doit impérativement s'accroître. Les entreprises ont la responsabilité non seulement de contribuer à la création de richesses et d'emplois, mais aussi de veiller à une répartition équitable des revenus le long des chaînes de valeur. Il est essentiel d'adopter une approche inclusive qui intègre des considérations de genre et de développement, et qui soutient les jeunes, les femmes et les personnes en situation de handicap.

De plus, il est crucial de privilégier l'utilisation des ressources nationales dans la mise en œuvre des activités économiques, en établissant une véritable politique nationale.

Enfin, il a été mentionné que le développement régional ne peut se faire sans transfert de pouvoirs aux régions. Une décentralisation effective doit être soutenue par des services déconcentrés, dotés de réelles compétences, de pouvoirs et de ressources adéquats.



**MAKIPLAST**  
LA QUALITÉ POUR LONGTEMPS

[www.makiplast.mg](http://www.makiplast.mg)



Production



Commercialisation



Livraison\*

**Stockage - Hygiène - Ecologie - Sécurité - Loisirs**

🏠 PK 11 Route d'Antsirabe, Andoharanofotsy 📞 22 467 12 - 032 07 467 12 - 033 11 467 12 📧 [trade@makiplast.com](mailto:trade@makiplast.com)

\*rayon de 20 km de Tanà



## Régions

# Rencontre avec deux entreprises ambitieuses.



**A**u large de la côte Est de Madagascar, la Miellerie de la Grande île ne cache pas ses aspirations. Déjà présente à l'export, elle envisage de renforcer sa présence sur le marché européen.

Toutes les installations de production ont été réalisées entre 2018 et 2019. La miellerie dispose, en moyenne, de près de 250 ruches par an. Mais elle subit les conséquences du changement climatique qui provoque de fortes précipitations et, bien sûr, le cyclone qui empêche les abeilles de butiner. La Miellerie de la Grande île propose une gamme variée : le miel de litchi, niaouli, mokarana, mille fleurs, eucalyptus et jujube. L'activité est implantée dans la commune de Foulpointe où se fait l'élevage tandis que l'extraction s'effectue à Toamasina.

Sur le terrain, neuf personnes assurent la production. Une autre équipe est dédiée à tout ce qui est stratégie ( commerciale, vente, ...). Une partie des produits est destinée au marché local grâce à un point de vente installé à Antananarivo.

L'entreprise accorde une attention toute particulière aux ventes à l'international. « Nous avons l'agrément définitif pour exporter en Europe. Le marché à l'exportation s'effectue en vrac et en tonnage, soit par seaux ou futs alimentaires. Cela n'a pas été facile mais nous avons remplis tous les critères requis en la matière (...) l'exportation est pour nous une manière de nous démarquer des autres entreprises qui opère dans la filière. A côté, la vente locale représente pas mal de coûts » explique Sam Paula, la directrice technique de la société. Selon elle, « la filière miel a beaucoup de potentiel dans cette partie Est du pays. Cependant les méthodes traditionnelles d'extraction du miel utilisées par les paysans mettent en danger la pérennité de la production. D'ailleurs, nous les incitons à respecter

les normes en vigueur aujourd'hui»

Implantée sur le même territoire, l'entreprise Ikalo s'est spécialisée dans la valorisation des matières premières d'aloë vera et d'huiles végétales. Comme pour la miellerie, la transformation s'effectue à Toamasina. Ikalo propose trois produits : Tout d'abord, une cire dépilatoire. La gamme se complète avec la crème « Hydra+ », fabriquée à base d'eau de coco et d'aloë vera et dédiée aux cheveux texturés. Elle apporte de l'hydratation en profondeur aux cheveux les plus secs. Pour clore le catalogue, la Curl Gelly et le sérum Nutri+, à base d'huile de calophylle, nourrit et apaise les irritations.

Ikalo été créé par Mireille Kalomena en octobre 2020. « je suis autodidacte. J'ai testé tous les produits sur moi avant de les mettre sur le marché » confesse la fondatrice et gérante de l'entreprise. Pour la petite histoire, la jeune femme a toujours eu du mal à trouver des produits cosmétiques adaptés à son type de peau atopique et sensible. Il y a 6 ans, elle commence, donc, à créer des formules pour satisfaire ses propres besoins. « En octobre 2020, pendant le 1er confinement, j'ai décidé qu'il était temps de faire partager le fruit de mes expériences. C'est ainsi qu'est née l'entreprise Ikalo ! » raconte-t-elle. « Nous offrons des cosmétiques bio pour les peaux sensibles mais aussi pour les personnes qui préfèrent adopter une démarche de minimalisme. En effet, nous luttons pour la préservation de notre environnement. C'est pourquoi nos contenants sont consignés et récupérer à l'achat d'un nouveau produit. » poursuit-elle.



# Ikalo et la Miellerie de la Grande Ile

L'entrepreneure s'approvisionne en matière première auprès des producteurs-fournisseurs locaux afin de valoriser les produits malgasy et démontrer que Madagascar est, aussi, une mine d'or pour la cosmétologie.

« J'ai déployé tous les efforts et j'ai dû me battre plus que les autres. J'ai participé à toutes les foires de Tamatave pour faire connaître mes produits et ma marque. Il faut être têtue et savoir forcer le destin pour être un entrepreneur » partage Mireille Kalomena.

Son entreprise a bénéficié de l'appui du Programme entrepreneurial du Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France en 2022 « J'ai pu comprendre les lacunes que j'avais à combler (...) J'ai appris sur le Lean management et sur la façon d'opérer des changements au sein de ma structure. J'ai pu identifier les points à améliorer. Le programme m'a permis d'être meilleure et de vaincre mes peurs et mes appréhensions. Je sais, désormais, mieux gérer mon temps. Cela m'a permis d'être plus visible, de refaire mon réseau et d'acquérir une collaboration avec d'autres entreprises. » constate-t-elle.

L'entreprise se fixe comme objectif d'étendre ses activités sur

d'autres provinces et dans la capitale. Elle est membre d'une coopérative appelée « Tangala maintso » qui lui permet, déjà, de mettre en vente ses produits à Antananarivo. Ikalo dispose aussi de points de vente à Toamasina. « La grande difficulté pour des entreprises de transformation se situe au niveau de l'approvisionnement en matériels. A Madagascar, il est très compliqué de se fournir en contenants et en packaging » conclut Mireille Kalomena.



## ENDUMA

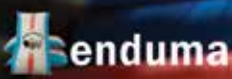
### LEADER DANS SON SECTEUR D'ACTIVITE

Certifiée ISO 9001 - 2015 sur le système de Management et Qualité, Enduma est le leader malgache, dans le domaine de l'emballage industriel en polypropylène tissé et non tissé.

Fondée en 1977, nos produits sont principalement destinés à la collecte, le transport et le stockage des denrées agricoles à travers des produits adaptés au contact alimentaire.

Enduma accompagne également les différentes industries régionales et internationales (minière, agroalimentaire, pêche) en proposant des produits sur mesures à leurs besoins et aux normes QHSE.

Présents également au niveau de la distribution, nos produits non tissés, répondent aux challenges écologiques actuels et offrent au marché un choix responsable.



020 22 461 02  
contact@enduma.mg

www.enduma.mg  
Saropody Tanjombato  
Antananarivo 102 BP 726



## Énergies renouvelables: La Compagnie Madecasse se dote d'un département solaire



**Olivier Gasbarian**  
Directeur Commercial  
COMPAGNIE MADECASSE

Présente à Madagascar depuis près de 70 ans, la Compagnie Madecasse est spécialisée dans les solutions à l'attention des professionnels du bâtiment, de l'industrie ou encore du tertiaire et propose à ce titre de grandes marques telles que Schneider Electric, Kohler pour les groupes électrogènes, Sika pour le bâtiment ou encore Daikin pour la climatisation.

Aujourd'hui, Madecasse franchit une nouvelle étape en se dotant d'un département solaire. En effet, depuis quelques années, le marché du solaire est en plein développement à Madagascar. Les entreprises locales veulent basculer vers des énergies renouvelables. Ce qui fait que la demande sur le marché local augmente de manière exponentielle. C'est dans ce contexte que la Compagnie Madecasse a choisi de développer son offre, et l'ouverture d'une boutique dédiée à Tana Water Front est prévue pour accompagner ce développement. Pour mener à bien les missions de ce nouveau département, Madecasse peut compter sur l'expertise de son équipe.



**Rado RAKOTOARIVONY**  
Business Development Manager  
COMPAGNIE MADECASSE

La compagnie Madecasse peut compter sur une longue expertise auprès de ses clients professionnels à Madagascar. La réputation dans les différents départements déjà existants n'est plus à prouver. « *Quand les clients font appel à nos équipes, ce qui motive leur choix avant tout, c'est notre expertise et notre fiabilité. Clairement, les gens souhaitent travailler avec nous car ils sont conscients de la pertinence des solutions offertes par les grandes marques que nous représentons à Madagascar. Nous pouvons mettre en avant une solide réputation, acquise de longue date. Dans tous nos départements, nous proposons des marques de qualité, nous les installons et en assurons la maintenance. D'ailleurs, nous avons de plus en plus de contrat de maintenance sur ces départements, ce qui fait que les clients savent que quand ils installent des produits distribués par Madecasse, ce n'est pas uniquement des produits au bon prix. Ils disposent également d'un service après-vente* » ajoute Olivier Gasbarian, directeur commercial de Madecasse.



**Olivier RALAIHARIVONISON**  
Directeur Délégué ACCESMAD

Dans le cadre du projet «Soleil après la tempête» financé par la fondation Nexans et la fondation VALOREM Watt for change, ACCESMAD a fait confiance à la Compagnie Madecasse pour l'installation de solutions solaires autonomes dans 3 nouveaux établissements scolaires situés à Ambositra, Antsirabe et Ampangabe, des zones particulièrement enclavées. Ces installations photovoltaïques permettront aux lycées d'Antsirabe et d'Ambositra d'alimenter des ordinateurs portables et avoir accès à des ressources éducatives numériques. Les élèves et enseignants d'Ampangabe se verront eux, dotés d'une valise d'apprentissage autonome solaire équipée de 24 tablettes. Grâce à l'expertise de la Compagnie Madecasse, ces 3 établissements ont maintenant accès au numérique et ce via à une source d'énergie propre et renouvelable.

Les conditions d'apprentissage de centaines de lycéens sont désormais améliorées. L'équipe de la Compagnie Madecasse a fait preuve d'un grand professionnalisme, elle a su nous accompagner et a été de bons conseils. La Compagnie Madecasse a su nous proposer également des solutions surmontant les défis logistiques liés à l'environnement de nos bénéficiaires. Nous sommes satisfaits du travail accompli par leur travail et espérons pouvoir poursuivre l'aventure avec leurs équipes pour nos projets futurs.

### ■ SOLUTIONS PERSONNALISÉES

Pour chaque projet, Madecasse propose des solutions personnalisées et parfaitement adaptées. « *Nous avons peut-être chacun le même téléviseur, mais le temps d'utilisation diffère pour chaque utilisateur. Dans le solaire, c'est le temps d'utilisation qui est important pour le stockage d'énergie* » souligne le Business Development Manager. Que ce soit pour le besoin d'une petite maison individuelle ou même d'une usine, la puissance installée va dépendre des besoins de chaque client qui sollicite la compagnie Madecasse. Dans tous les cas, la société propose à ses clients une solution fiable et personnalisée à chaque type de demande.



# Développer de nouveaux projets innovants: programme de formation ISCAM Campus Senghor Madagascar

Conscient de l'évolution rapide de l'environnement et des nouvelles exigences en termes de compétences et de développement d'activités, l'ISCAM Business School et l'Université Senghor, en Alexandrie (Egypte) se sont mis au diapason pour répondre aux besoins actuels en termes d'innovation dans le développement de projets à fort impact. Leur objectif commun consiste à augmenter le potentiel des acteurs souhaitant s'orienter et se professionnaliser via un programme de management de projets innovants.

C'est grâce à un partenariat étroit entre l'ISCAM et l'Université Senghor, faisant de l'ISCAM, le premier Campus Senghor Madagascar, que ce nouveau programme de master 2, d'une durée de douze mois, est accessible aux acteurs résidents à Madagascar, voire d'Afrique depuis 2022. Entièrement dispensés en ligne, les cours ont lieu en soirée et le samedi sous un volume horaire de 400 heures.

Appuyé par les interventions d'enseignants nationaux et internationaux, le programme de Management de Projets Innovants a pu accompagner 14 auditeurs à monter en compétences en innovation, en créativité et en management de projets. En effet, la première cohorte a pu soutenir ses projets de mémoire en mars et leur sortie de promotion s'est déroulée le 11 avril dernier au Toit de Tana. Par ailleurs, la rentrée pour la deuxième promotion est prévue pour le 27 juin 2023 prochain.

Considérant l'ambition et la volonté des jeunes à être des acteurs du changement au pays comme à l'étranger, cette dynamique de développement entend leur donner un nouvel élan afin de les aider à contribuer à l'essor de Madagascar. Ainsi, quel que soit le secteur ou le profil, les auditeurs de ce programme seront appelés à s'adapter au mieux et être agiles aux diverses situations auxquelles ils seront confrontés. Ils seront également équipés d'outils et de tech-

niques utiles afin de se mouvoir dans un environnement VICA (Volatile, Incertain, Complexe, Agile).

Aussi, les différents modules de formation et les ateliers spécifiques du programme visent à permettre aux auditeurs de poursuivre un programme de formation de standard international. Ils sont préparés à concevoir, piloter, évaluer des projets aussi bien dans le secteur public que dans le privé.

De surcroît, le programme tient compte du contexte local et de ses spécificités afin d'aligner les projets des auditeurs à la situation de Madagascar. Une manière de bien développer son potentiel et de renforcer ses compétences pour des résultats tangibles et positifs !

ISCAM BUSINESS SCHOOL

## #UNIVERSITÉSENGHOR

université internationale de langue française  
au service du développement africain



### CAMPUS SENGHOR MADAGASCAR

## Master 2 en une année en MANAGEMENT DE PROJETS INNOVANTS

- Un diplôme international de niveau Master
- Une formation adaptée au contexte malgache
- Des intervenants nationaux et internationaux
- Des cours 100% en ligne

rentrée : 27 Juin 2023

### Objectifs du programme

- Concevoir, mettre en œuvre, piloter et maîtriser des projets innovants, dans le secteur public comme dans le secteur privé ;
- Mettre en œuvre des innovations en matière d'organisation du travail ;
- Évaluer les enjeux d'un projet ;
- Réaliser un diagnostic rapide ;
- Prendre des décisions opérationnelles adaptées.

### Public concerné

Ce Master 2 s'adresse aux cadres, aux professionnels du secteur public ainsi qu'à ceux du privé

### Profil de l'auditeur à l'issue de la formation

- Gestionnaire - développeur de projets ;  
Expert - conseil dans les entreprises, institutions ;
- Créateur de projets/activités ayant un impact conséquent sur son écosystème.

### Conditions d'admission

- Être titulaire d'un niveau Bac + 4 validé dans un domaine correspondant à la spécialité, délivré par une institution reconnue ;
- 3 à 5 ans d'expériences professionnelles.

  
Frais  
d'inscription  
2 700 euros

  
Durée  
de formation  
400 heures  
sur 12 mois

### Renseignements :

Mme Andry Ramanankasina  
Responsable Suivi Master  
andry.r@iscam.mg

+261 32 11 256 32  
+261 20 22 224 88

information@iscam.mg  
www.iscam.mg

Facebook / LinkedIn  
Iscam Business School

#BeTHEchange

# Financement

## des projets innovants


### Banques et institutions mobilisées

La compagnie Madecasse est présente à Madagascar depuis 70 ans. Elle est spécialisée dans la commercialisation de produits tels que les groupes électrogènes et les climatisations à l'intention des professionnels du bâtiment et distribue de grandes marques comme Schneider.

Pourtant, de nombreux outils sont à leur disposition. En premier lieu, Fihariana dont le développement des activités économiques à Madagascar est au cœur de la démarche. Fihariana offre un soutien technique à travers des séances de coaching et des formations et propose des prêts aux entrepreneurs à des taux préférentiels allant de 5 à 9%. Que ce soit un entrepreneur avec un projet en cours, une société déjà établie ou en phase de création, l'équipe de Fihariana peut collaborer et apporter des solutions à toute une série de besoins. Ainsi épaulé, le porteur de projet pour présenter son dossier à la banque. S'il est solide, le financement est accordé. Le projet ne sera pas jugé sur la situation financière actuelle de son porteur mais bien sur la viabilité du projet. L'objectif affiché est, surtout, d'offrir un accès aux financements à tous, sans distinction, quelle que soit les moyens disponibles de l'entrepreneur. Les établissements bancaires, à l'instar de la BNI, s'adressent à des portefeuilles diversifiés. Chaque offre est adaptée à chaque client.

Les solutions de financement sont adaptées aux capacités de l'emprunteur. La BNI est la première banque en volume de crédits sur le marché. Elle se rapproche de ceux qui ont besoin d'accompagnement à travers des partenariats avec différents programmes et initiatives tels que Fihariana ou d'autres entités avec la même vocation.

SG Madagasikara est aussi attentive au soutien financier en étudiant les opportunités de prêts pour des projets avec une vision claire et des objectifs précis. Les agents sont formés spécialement pour accompagner les candidats, d'un bout à l'autre du process. Si l'endettement est parfois nécessaire, SG Madagasikara, insiste sur une gestion prudente de la dette contractée. En soutien, encore, la Maison de la PME à Analakely mise en place avant la crise sanitaire est bien plus qu'une simple agence bancaire.



Pourtant, de nombreux outils sont à leur disposition. En premier lieu, Fihariana dont le développement des activités économiques à Madagascar est au cœur de la démarche. Fihariana offre un soutien technique à travers des séances de coaching et des formations et propose des prêts aux entrepreneurs à des taux préférentiels allant de 5 à 9%. Que ce soit un entrepreneur avec un projet en cours, une société déjà établie ou en phase de création, l'équipe de Fihariana peut collaborer et apporter des solutions à toute une série de besoins. Ainsi épaulé, le porteur de projet pour présenter son dossier à la banque. S'il est solide, le financement est accordé. Le projet ne sera pas jugé sur la situation financière actuelle de son porteur mais bien sur la viabilité du projet. L'objectif affiché est, surtout, d'offrir un accès aux financements à tous, sans distinction, quelle que soit les moyens disponibles de l'entrepreneur. Les établissements bancaires, à l'instar de la BNI, s'adressent à des portefeuilles diversifiés. Chaque offre est adaptée à chaque client. Les solutions de financement sont adaptées aux capacités de l'emprunteur. La BNI est la première banque en volume de crédits sur le marché. Elle se rapproche de ceux qui ont besoin d'accompagnement à travers des partenariats avec différents programmes et initiatives tels que Fihariana ou d'autres entités avec la même vocation.

SG Madagasikara est aussi attentive au soutien financier en étudiant les opportunités de prêts pour des projets avec une vision claire et des objectifs précis. Les agents sont formés spécialement pour accompagner les candidats, d'un bout à l'autre du process. Si l'endettement est parfois nécessaire, SG Madagasikara, insiste sur une gestion prudente de la dette contractée.

En soutien, encore, la Maison de la PME à Analakely mise en place avant la crise sanitaire est bien plus qu'une simple agence bancaire.

C'est un lieu où tous les entrepreneurs, établis ou en devenir, peuvent venir chercher des conseils et des orientations.

A l'initiative de l'ambassade de France et la Commune Urbaine d'Antananarivo, la Maison de l'entrepreneuriat sise à Ambohitavo, ouverte au grand public, propose toute une panoplie de services pour les entrepreneurs ou les étudiants. L'objectif est de mettre à la disposition de tous les porteurs de projet, qu'ils soient chefs d'entreprises ou étudiants des outils et des formations pour transformer leurs concept et leurs idées en réalité. C'est également un espace pour consulter de la documentation sur l'entrepreneuriat. Des permanences ont été mises en place avec le FIVMPAMA (groupement des petites et moyennes entreprises), la banque BNI, l'association CEERE (Club Entrepreneurs Étudiants du « Rendez-vous des Entrepreneurs ») et l'Orange Digital Center.

Autre soutien offert aux entrepreneurs et porteurs de projets, la plateforme e-toolia, lancée par l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), regroupe toutes les informations et le service d'appui dédié à leurs démarches. Elle permet aux utilisateurs de se familiariser avec les procédures administratives. En détail, l'utilisateur de la plateforme a accès aux informations relatives à la création de son entreprise, sa coopérative ou son association. Sont également disponibles les données relatives à la protection industrielle et à la certification biologique entre autres.



## Financement



### « L'attraction des investissements, en particulier des IDE est une compétition entre les différents pays »

**Josielle Rafidy**  
Directeur Général de l'EDBM

**L**e directeur général de l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) fait le point sur les initiatives visant à stimuler l'environnement des affaires à Madagascar, en évoquant les actions entreprises pour promouvoir l'investissement incluant l'adoption récente de la nouvelle loi sur les investissements.

#### **Au vu du contexte, peut-on dire que Madagascar attire les investisseurs ?**

Dans cette période de relance économique post-covid et compte tenu de l'environnement géopolitique international qui prévaut, la reprise des investissements privés d'une manière globale reste mitigée. D'ailleurs un recul des flux mondiaux d'IDE est constaté à travers le rapport annuel 2022 de la CNUCED. Madagascar tarde en effet, à comptabiliser des IDE de grande envergure si l'on se réfère aux IDE ciblées. Par ailleurs, le contexte des prochaines élections (Président et autres) met en suspens certaines décisions d'investissements privés, ce qui n'écarte toutefois pas la concrétisation de réinvestissements, particulièrement dans les secteurs du textile et habillement et de l'agro-industrie que nous enregistrons.

Nous continuons d'assurer nos services habituels d'accompagnement des projets d'investissement, à travers le Guichet Unique de création d'entreprises, qui retrouve son dynamisme avec la création

de près de 1500 nouvelles entreprises en 2022. De même, nous continuons d'échanger avec certaines représentations diplomatiques basées à Madagascar, particulièrement depuis la révision récente de la loi sur les investissements, le code minier en cours d'adoption, le code du tourisme ou encore le code maritime en pleine re-fonte. Ces signes marquent que les investisseurs restent attentifs à l'évolution du cadre des investissements dans le pays. Des délégations et missions économiques et commerciales se poursuivent également (Mayotte, La Réunion, Afrique du Sud, Corée, Algérie, ...). Les domaines qui intéressent essentiellement les investisseurs sont l'infrastructure, l'énergie, les TIC et l'agribusiness. De même, nous restons très actifs et impliqués dans l'aboutissement des réformes structurelles en cours, visant à renforcer davantage l'attractivité du Pays, comme destination propice aux investissements.

Le monde d'attraction des investissements (IDE) est une compétition. En 2021, suivant le « World Investment Report », le montant des flux d'investissement au niveau mondial était de 580 milliards USD (NDLR : la part des IDE pour Madagascar est de 300 millions USD selon la CNUCED). Madagascar reste peu visible comme destination d'investissements, si l'on se réfère au continent africain, pourtant destination phare des IDE.

Fort des nouvelles orientations stratégiques fixées par son Conseil d'Administration, l'EDBM renforce actuellement les actions de « repositionnement pays », à travers un re-branding mené de concert

avec le secteur public et le secteur privé dans les secteurs clés de l'économie. Notre appartenance aux deux communautés économiques régionales (SADC et COMESA) nous sera d'un appui inconditionnel dans la conquête d'IDE. A noter que l'EDBM est membre de WAIPA (Association mondiale des API), qui fédère plus de 130 membres en tant qu'agence de promotion des investissements. Nous sommes également membre du COMESA RIA, qui fédère les API des pays membres du COMESA. De même, la SADC nous accompagne aujourd'hui dans l'élaboration du plan d'actions national sur les investissements, visant à aligner davantage nos actions au cadre d'investissement régional.

#### **Que fait l'EDBM pour promouvoir et faciliter l'investissement à Madagascar ?**

Il me semble tout d'abord important de rappeler que l'EDBM est l'agence nationale officielle de promotion des investissements de Madagascar, rattachée à la Présidence de la République. Nous avons un mandat précis défini par décret, celui de la facilitation et la promotion des investissements d'une manière générale, mais également celui de l'amélioration de l'environnement des affaires.

Nous travaillons de concert avec l'ensemble des autorités publiques au niveau national ainsi qu'avec l'ensemble du secteur privé. EDBM dispose également d'un appui conséquent des principaux Partenaires Techniques et Financiers à Madagascar (Banque mondiale, Union européenne, PNUD, BAD, etc.).

Nos cibles sont à la fois les investissements directs nationaux (IDN) incluant les entrepreneurs nationaux et les investisseurs directs étrangers (IDE). Nous sommes aux services de ces catégories d'investisseurs et nous assurons leur assistance et accompagnement dans le pré-établissement, l'établissement et l'after-caring de leurs activités. EDBM est présente au niveau de 9 régions actuellement, avec l'ouverture récente de l'EDBM à Fianarantsoa, ce qui dénote l'importance portée également à la décentralisation de nos services.

Nous sommes aux services des investisseurs, et disposons pour cela de divers outils et dispositifs clés, notamment le guichet unique de création d'entreprise, qui regroupe toutes les formalités liées à la création d'entreprise mais également celles relatives aux diverses autorisations ou permis/agréments (tourisme, CNAPS, ...). Le Guichet unique nous permet également de délivrer les visas des investisseurs, les autorisations d'emploi des travailleurs étrangers, etc. Nous nous attelons en ce moment à la digitalisation des services du guichet unique, et des progrès significatifs sont déjà enregistrés, à travers la création en ligne pour un délai de 48 heures (contre 72 heures il y a un an), pour une performance de 24h d'ici l'année prochaine.

La direction des services aux investisseurs est totalement dédiée à accompagner les investisseurs répertoriés dans notre système de suivi. Les investment manager sectoriels interagissent directement avec les investisseurs et assurent une assistance « hand to hand », avec des mises en relation avec, soit l'administration publique, soit le secteur privé ou les dispositifs d'appui spécifiques (agences immobilières), ou même les universités et les centres de formation professionnels sur les questions de ressources humaines disponibles.

Sur le volet attraction d'investissements, nous poursuivons les actions de promotion à travers les rencontres sectorielles, des pitch sectoriels à l'endroit du secteur privé local, en ciblant les sous-secteurs d'opportunités. Le BFR qui s'est tenu à Tamatave en avril a été très constructif et fédérateur des initiatives dans ce sens. Au niveau régional et international, nous ciblons les événements sectoriels de taille pour effectuer

les roadshows en se fixant des objectifs et des indicateurs, et structurons conjointement les actions et supports de promotion avec les ministères sectoriels (notamment l'industrie, l'agriculture, le tourisme à ce stade).

En ce qui concerne l'environnement des affaires, le Dialogue Public-Privé reste l'outil adapté, nonobstant sa redynamisation et sa structuration nécessaires pour plus d'efficacité. D'ailleurs, le DPP soutenu entre l'Etat et le SIM a permis d'aboutir à l'élaboration de la loi sur le développement industriel, qui illustre un bel exemple de dialogue constructif. Prochainement, EDBM se dotera d'un outil de gestion des réformes (reform tracking system), qui permettra une meilleure interaction avec les ministères sectoriels et de faire avancer plus rapidement et efficacement les réformes prioritaires.

Nous observons également les meilleures pratiques internationales en matière d'attraction et de facilitation des investissements, ce qui nous permet de renforcer et de réajuster nos actions et de nous renforcer en compétences et dans la pratique.

### Il y a-t-il un pays sur lequel Madagascar peut prendre exemple ?

Togo est une des références en tant que pays réformateur et a amélioré le climat des investissements dans le pays. Un environnement des affaires attractif et incitatif facilite les actions de promotion des investissements. Nous étudions également le cas du Botswana, de Maurice et du Rwanda, lesquels figurent dans la liste des dix meilleurs réformateurs dans le monde.

L'Egypte est l'un des pays de l'Afrique ayant réussi à attirer le flux d'IDE le plus important en 2022, grâce à un environnement des affaires attractif et sécurisé. Le volume des investissements placés dans la création de nouvelles sociétés ou dans l'augmentation des capitaux se chiffre à 3,4 milliards de dollars (qui représente 29% de la totalité de ces IDE), soit une hausse de 2,1 milliards de dollars en 2022.

Le business model du Maroc est également pertinent. C'est l'un des pays ayant réussi à retenir ses investisseurs nationaux et étrangers post-covid.

### Un mot concernant la nouvelle loi sur les investissements ?

Nous avons effectivement contribué à l'élaboration de la refonte de la loi 2007-029 aux côtés des autorités impliquées. Cette loi va assurément renforcer l'attractivité du pays en référence à sa portée générale. Les mesures d'accompagnement ainsi que la mise en effectivité de la loi sont toutefois des conditions sine qua non de cette attractivité. L'alignement aux principes internationaux du cadre des investissements est acquis dans la nouvelle loi (stabilité, prévisibilité...). Le traitement équitable entre « investisseurs directs nationaux » et « investisseurs direct étrangers » a été clairement établi. En outre, la mise en place d'un service spécifique à la prévention des litiges entre l'Etat et les investisseurs au sein de l'EDBM constitue un élément nouveau fondamental sur les décisions d'investissements. Sans oublier la précision sur l'accès au foncier par un investisseur étranger, soit le recours à un bail emphytéotique d'une durée maximum de 99 ans. Les catégories de visas y sont également clarifiées.





## Financement



**Emmanuel Cotsoyannis**  
Directeur Général de Miarakap

Voici la mission que Miarakap s'est donnée :

- Financer des entrepreneurs talentueux et responsables, à très fort potentiel de croissance, avec du capital patient et exigeant ;
- Accompagner encore plus d'entrepreneurs, avec des programmes d'appui orientés vers des objectifs d'impacts économiques, sociaux et environnementaux directs ;
- Promouvoir le modèle entrepreneurial comme levier de réduction de la pauvreté, de croissance économique, d'innovation sociale et de conservation de l'environnement.

D'ici 2030, nous voulons financer et accompagner 300 entreprises, contribuer à créer 30 000 emplois directs et impacter positivement la vie d'1 million de personnes vulnérables.

Miarakap est né en 2018 d'une double conviction : **La première**, qu'il n'y aura pas de solution durable à la réduction de la pauvreté, au développement économique, et à la conservation environnementale à Madagascar, si les entrepreneurs ne sont pas mis au centre du jeu. **La seconde**, que la collaboration permet d'aller plus vite, plus fort et plus loin. La collaboration entre investisseurs et entrepreneurs, au sein des écosystèmes de financement et d'accompagnement, entre le secteur privé et le secteur public. La collaboration autour d'une cause commune : la promotion de l'entrepreneuriat comme moteur du développement.

A Madagascar, 83% des 27 millions d'habitants survivent en-dessous du seuil de pauvreté, 15% ont accès à l'électricité et moins de 25% à l'eau potable. 80% de la population vivent en milieu rural, 75% sont illettrés et 50% ont moins de 15 ans. **En 2050, le pays comptera 50 millions d'habitants.**

L'extraordinaire biodiversité est en voie de disparition accélérée. Les populations rurales sont très durement exposées aux effets du changement climatique au travers des sécheresses dans le Sud, des cyclones et inondations dans l'Est, de l'appauvrissement des sols et de la baisse des rendements agricoles dans tout le pays. L'extrême pauvreté est la cause principale des ravages environnementaux, du fait du charbonnage, de la culture sur brûlis, de la production de briques cuites au bois, de la surexploitation de la faune et de la flore à des fins de survie quotidienne.

De ce sombre tableau émergent **des milliers d'entrepreneurs courageux**, héros solitaires du développement, qui **créent des emplois, produisent** des biens et services essentiels dans l'éducation, la santé, l'alimentation, le transport, l'agriculture ; **innovent** dans l'accès à l'eau potable, l'énergie, le digital, les matériaux de construction, et l'agroforesterie en mettant en valeur les multiples richesses naturelles du pays ; **inspirent** les générations actuelles et futures.

Des entrepreneurs, créateurs et dirigeants d'entreprises, comme **Vatel Madagascar** qui forme chaque année plus de 300 étudiants aux métiers du tourisme durable ; **Jiro-Ve** qui éclaire chaque jour plus de 80 000 personnes dans tout Madagascar pour moins de 5 centimes ; **APEM PAIQ** qui accorde des crédits à plus de 4000 petits entrepreneurs parmi lesquels 60% de femmes ; **Malakass** qui produit de la farine à partir de manioc récolté par de petits agriculteurs dans le Sud du pays ; **Exa** qui développe des sources de protéines alternatives à base d'insectes sur un modèle d'élevage décentralisé et régénératif ; **HaiRun Technology** qui emploie plus de 170 ingénieurs informatiques et place Madagascar sur la carte des pays qui comptent dans le digital en Afrique.

Pourtant, avec moins de 400 000 salariés, dont la moitié travaille dans de grandes entreprises, et 94% de la population active dans l'économie informelle, **ces entrepreneurs sont très insuffisamment promus, accompagnés et financés.**



### Société Générale Madagasikara, un acteur majeur du développement économique responsable

Par Guillaume  
Lecomte,  
Directeur  
Relations  
Entreprises  
et Institutionnels.

**A**lors que le monde bancaire est en profonde mutation et que les marchés sont mis à mal par de nombreux défis économiques et géopolitiques (hausse des coûts des matières premières, désorganisation des chaînes logistiques, montée de l'inflation ...), le Groupe Société Générale a choisi de rester et de renforcer sa présence à Madagascar en faisant de la Grande Ile son hub de traitement panafricain par le déploiement du Centre Monétique Mutualisé, du Centre d'Expertises et de Services ainsi que le Centre Relation Client Mutualisé. Avec 25 ans d'existence, Société Générale Madagasikara est une banque mature et un contributeur essentiel au financement des activités liées au développement économique et social à Madagascar.

À fin mars 2023, Société Générale Madagasikara représente fièrement 25% de l'ensemble des crédits à l'économie Malagasy. Ces crédits sont répartis équitablement entre le marché des Particuliers et Professionnels ainsi que celui des Entreprises. Nos formules de financement vont du renforcement du fonds de roulement grâce à des lignes courts termes diverses proposées en fonction du secteur d'activité aux crédits d'investissement pour assurer une pérennité et un développement des entreprises qui, grâce à de tels financements et des conseils sur-mesure, peuvent aisément répondre aux nouveaux enjeux de leurs clients et partenaires.

Aujourd'hui, la banque intervient dans des secteurs clés de l'économie malagasy tels que l'agribusiness, la pêche, la collecte et l'export de produits locaux, les zones franches textiles et de services. Elle soutient également l'industrie du tourisme, essentielle pour Madagascar, en finançant des projets majeurs tels que la construction de l'hôtel Radisson Blu à Antananarivo. Malgré les défis économiques mondiaux, Société Générale Madagasikara reste résolument engagée en tant que financeur responsable. Entre 2021 et 2022, la banque a augmenté sa contribution au financement de l'économie Malagasy de près de 21% afin de soutenir ses clients dans ces temps difficiles.

La banque reconnaît l'importance de fournir des solutions financières rapides

et efficaces pour soutenir les besoins de ses clients, des particuliers aux grandes entreprises, et de répondre aux nouveaux défis tels que la digitalisation, la transition énergétique, la couverture des risques de change et de taux. Dans cette optique, notre ambition est de devenir la banque de référence à Madagascar en matière de financements structurés et de financement à impact positif, notamment dans les secteurs de l'agribusiness et de la transition énergétique. La banque a déjà réalisé des projets importants dans ce sens, comme la structuration du financement de la plus grande centrale solaire de l'océan Indien à Ambatolampy, pour un montant total de 115 milliards d'ariary.

Pour renforcer son rôle d'acteur incontournable dans le développement économique du pays, Société Générale Madagasikara a noué des partenariats d'impact avec l'IFC et l'AFD pour pouvoir offrir plus d'opportunités aux PME d'accéder à des financements. Et pour adresser de manière holistique l'accompagnement de ces dernières, la banque a inauguré en 2021, la Maison de la PME, un espace de co-working ouvert à tous, où entrepreneurs et dirigeants de petites moyennes entreprises peuvent bénéficier de conseils en financement, d'un réseau d'experts en gestion d'entreprise, ainsi qu'à des incubateurs pour des conseils sur mesure. En 2022, plus de 200 entreprises ont bénéficié de cette initiative.

Dans les années à venir, Société Générale Madagasikara espère poursuivre ses efforts pour soutenir ses clients, particuliers, entreprises et institutionnelles. Nous faire connaître vos projets et vos ambitions, c'est nous permettre de concevoir avec vous, la meilleure solution pour les réaliser. Notre ambition reste d'ancrer notre d'impact positif dans nos géographies et nous sommes fiers de soutenir le développement durable et responsable de Madagascar.

Grace à sa capacité à trouver des solutions innovantes et durable liées aux défis de ses clients, Société Générale Madagasikara s'est vu discernée les prix « Best Bank » pour la 3ème fois consécutives et « Sustainable Finance » pour la 2ème fois par le Magazine de référence bancaire, Global Finance.

## La labélisation, un gage de qualité sous conditions

**L**e label est une marque collective pour des entreprises membres d'un groupement ou d'une coopérative. Il garantit la qualité supérieure d'un produit ou d'un service. La labélisation est partie intégrante du système de certification.

Le groupement désireux de mettre en place son label doit posséder son logo et établir un cahier des charges. Et doit avoir, en son sein, un comité d'octroi qui décide d'attribuer ou pas cette distinction. Une évaluation qualitative, effectuée par un organisme certificateur, est imposée. Son coût varie selon l'organisme. Naturellement, chaque entreprise postulant au sésame doit être formelle et en règle administrativement.

Le Syndicat des Industries de Madagascar a pris l'initiative de mettre en place son propre label : « Malagasy Ny Antsika ». « Le syndicat a déterminé ses critères d'octroi. Ensuite, nous avons collaboré ensemble afin de les faire cohabiter avec les normes requises » fait savoir Séraphin Razafimahafaly, directeur général du Bureau des Normes de Madagascar (BNM). Chaque entreprise candidate à un label doit en faire la demande, définir les produits concernés et choisir un organisme certificateur agréé pour procéder à un audit. Pour son label, le SIM a choisi le département certification du BNM.

« L'attribution d'un label démarre par une évaluation des capacités de l'entreprise à répondre à certains exigences. Nous envoyons un plan d'audit au SIM ainsi qu'à l'intéressée. Même si ce label est commun à un groupement, l'audit est effectué auprès de la société impliquée(...) L'évaluation commence par une réunion destinée à informer l'entreprise sur le déroulement du processus. S'en suit une simple enquête auprès des responsables de l'entreprise ou une visite de site. Puis, nous procédons au



rendez-vous de clôture au cours duquel la conclusion d'audit est annoncée. Dans les 15 jours qui suivent, au plus tard, un rapport est remis par les auditeurs du BNM, à destination du bureau du SIM et, naturellement, à l'entreprise concernée » détaille le directeur général de BNM. « . Il convient de remarquer que le label du SIM est un label privé car il n'est pas attribué un organisme public (...) » poursuit-il. Et le dirigeant du BNM de remarquer : « la tâche d'évaluation et la tâche de décision doivent émaner de deux entités différentes pour s'assurer de l'indépendance et la transparence du résultat. Si une non-conformité apparaît durant l'évaluation, le BNM mentionnera les éléments à rectifier et l'entreprise doit se soumettre à des mesures correctives. Une fois celles-ci réalisées, l'entreprise en avisera l'organisme, une autre évaluation sera effectuée et ainsi de suite. »

Dans tous les cas, une entreprise à la recherche d'un label doit adhérer à un groupement ou une coopérative.

« C'est même un principe international. L'objectif est de se rassembler pour mieux vendre les produits » expose le responsable. Une fois munie de son label, la marque peut l'utiliser pendant trois ans. Cependant, elle doit se soumettre à un contrôle annuel. « Il s'agit de s'assurer que les critères exigés sont bien respectés et que l'entreprise porte toujours la même attention à la qualité de ses produits. Si cette obligation n'est pas constatée, la labélisation peut être suspendue. Dans tous les cas, une expertise similaire à l'audit initial est réalisée tous les 3 ans » précise Séraphin Razafimahafaly.

Aucune loi ne définit le système de labélisation à Madagascar. « Mais un texte régit la certification (NDLR : loi 97-024 portant régime national de la normalisation et de la certification des biens et services). Le Bureau des Normes de Madagascar envisage de renouveler cette loi. Cela passera notamment par la mise en place de la politique nationale qualité prévue cette année » conclut le numéro 1 du BNM.



**Séraphin Razafimahafaly**  
Directeur Général du Bureau des  
Normes de Madagascar





RSE

# QU'EST-CE QUE LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES (RSE) ?



David Roger

Fondateur et Directeur du cabinet BuyYourWay

## Qu'est-ce que la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) ?

### Les réponses de David Roger, Fondateur et Directeur du cabinet BuyYourWay

L'explication de la RSE se trouve dans la terminologie. Globalement, c'est la responsabilité de l'entreprise vis-à-vis de la société dans son ensemble. Comment elle prend en compte les enjeux environnementaux, sociaux, économiques et éthiques au sein de la société malgache et définit son rôle au sein du pays.

Comment elle crée de l'emploi ? Comment elle crée de la richesse ? Comment elle la partage ? Quels sont les impacts sociaux sur les conditions de travail, notamment ? La RSE inclut aussi la conscience environnementale dans les décisions de l'entreprise.

La contribution de l'entreprise aux questions de développement durable constitue

des enjeux sociaux et environnementaux plus macroéconomiques. Ils se traduisent par des objectifs qui concernent les citoyens, les ONG ou encore la société civile.

La RSE, c'est une manière de redescendre à un niveau plus opérationnel. On a tendance à n'envisager que les impacts de l'entreprise sur la société. Mais la réciproque est, aussi, vraie. L'entreprise peut être affectée par les problématiques de la société. Cela peut être des questions de risques ou d'opportunités. Un exemple simple : quand une entreprise contribue au changement climatique en produisant certaines pollutions et des émissions de gaz à effet de serre mais elle peut aussi en subir les conséquences. Le cas de l'agroalimentaire est le plus flagrant.

### Le fait pour une entreprise d'adopter une politique RSE est-elle obligatoire ?

En ce qui concerne le cadre juridique, le droit international, notamment pour les industries exportatrices, oblige à se plier aux exigences et normes établies par leur client à l'étranger, auquel s'ajoute le droit malgache.

A Madagascar, il existe une base légale : le décret MECIE. Il traduit ce que l'Etat demande à minima. Ce texte impose l'évaluation des risques environnementaux en particulier, mais aussi sociaux. Le décret incite à un plan d'action dédié à ces études d'impact mais elle n'est pas suffisante. En effet, la RSE doit, aussi, prendre en considération les différents éléments de loi inclus dans le code du travail. Ainsi que des

éléments éparpillés dans différentes zones de textes législatifs. Mais il n'y a pas de loi sur la RSE au sens strict. Une stratégie nationale de la RSE devrait être adoptée mais cela prendra du temps.

### Les entreprises à Madagascar ont-elles assimilé l'approche ?

Les exportateurs sont les plus avancés. Mais l'effet n'est pas très visible sur le marché intérieur parce que, finalement, ce n'est pas leur public. Ils communiquent plutôt vers leurs pays clients étrangers et se concentrent plutôt sur les systèmes de label sur leurs produits. Dans ce cadre, ils commencent à intégrer, justement, les indicateurs sociaux environnementaux. Prenons l'exemple du textile : Madagascar, est en quelque sorte, le sous-traitant des pays développés. Il existe une culture de se mettre en conformité avec des exigences requises dans ces pays. Depuis quelques temps, on observe un effort de la direction de ces entreprises pour construire leur différenciation sur les marchés. Ils revendiquent leur identité et mettent en avant leurs engagements, notamment du point de vue des conditions sociales et environnementales. L'objectif est de se démarquer des concurrents à l'international.

A côté, certaines entreprises avancent très bien parce qu'elles sont portées par les valeurs et convictions personnelles de leurs dirigeants





## Mora Mora Life:

# Accompagner l'entreprise vers un monde plus durable et responsable



Mora Mora Life, en tant qu'entreprise à mission, se positionne comme un accélérateur de progrès et de performance responsable. Elle se charge de conseiller et d'orienter ses clients - dirigeants de grands comptes et de PME - sur la démarche RSE à adopter. Elle les aide à lancer et suivre des actions crédibles en termes de finance, de performance et de réputation puis à les prioriser en fonction des opportunités, en leur apportant les bons outils.

Au-delà de son engagement personnel dans le mouvement des entreprises engagées B Corp, Chloé Andriamihaja a également lancé plusieurs initiatives internationales pour impliquer le plus grand nombre dans l'atteinte des 17 objectifs de développement durable de l'ONU.

L'une d'entre elles se dénomme BEYOND et est née d'une volonté de créer des ponts entre des organisations de tous types et de tous secteurs pour accélérer la collaboration en faveur d'un avenir plus durable. Le lancement de la première édition de BEYOND Océan Indien en mai dernier à Madagascar était une évidence pour Chloé, qui souhaite au passage, valoriser les actions et les solutions du territoire avec le plus grand nombre.

BEYOND Océan Indien aspire à créer une communauté qui n'est pas réservée aux plus grands ou aux plus riches, mais qui accueille toutes les organisations qui partagent une vision commune d'un avenir plus durable. Cette initiative mise également sur l'éducation, reconnaissant que ce sont les forces vives de demain qui façonneront notre monde.

Que ce soit avec son entreprise Mora Mora Life ou BEYOND, Chloé Andriamihaja cherche à réinventer la collaboration et à créer une communauté engagée où la compétitivité, le développement et le bien-être coexistent harmonieusement. Au final, Chloé Andriamihaja propose une nouvelle manière d'appréhender ces sujets de manière pragmatique et encourage les entreprises à oser agir, à innover et à collaborer pour créer un impact positif sur le territoire.

**P**our Chloé Andriamihaja, la RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) est un art, celui de prendre soin des autres, de la planète, en se faisant du bien. C'est ce qu'elle démontre chaque jour en aidant des dirigeants à structurer et mettre en place une démarche RSE cohérente, vivante et sans contrainte.

Son entreprise s'appelle Mora Mora Life et contrairement à ce que l'on pourrait croire, elle arbore une philosophie qui prône l'efficacité, allant bien au-delà des simples discours pour privilégier les résultats concrets. Avec plus de 10 ans d'expérience dans l'industrie, Chloé Andriamihaja est une entrepreneure et experte internationale dans le domaine du développement durable et de la supply chain responsable.

La supply chain responsable est l'un de ses sujets de prédilection car elle lui attribue un rôle crucial dans le développement et la pérennité d'une entreprise. « La supply chain est véritablement le nerf de la guerre : sans une supply chain efficace, une entreprise ne peut faire face aux défis d'aujourd'hui et de demain. » affirme-t-elle.

Cette conviction l'a amenée à contribuer au lancement d'une formation reconnue sur ce sujet avec l'International Supply Chain Education Alliance (ISCEA), témoignant de son engagement à diffuser les meilleures pratiques et à former les acteurs de l'industrie.

Grâce à sa double compétence en ingénierie et économie, elle s'est vu confier de nombreux projets d'investissement et de transformation liés aux enjeux de responsabilité sociétale. Ainsi, l'industrie a été son terrain de jeu pour comprendre les solutions et bonnes pratiques en matière de développement durable.

Plutôt que de considérer ces enjeux économiques, environnementaux et sociaux comme contraignants, elle les aborde sous le prisme du plaisir et des bénéfices à en retirer, tant sur le plan de l'organisation et des conditions de travail que sur celui de la satisfaction client, tout en mobilisant les collaborateurs.

« Pour une action RSE bien pensée, il y a des bénéfices cumulés sur tout un tas de thématiques, les ressources humaines, l'environnement, la valorisation de la société... C'est un cercle vertueux », explique la dirigeante.

Pour aider les entreprises à progresser sur la scène nationale ou internationale, Chloé Andriamihaja les encourage à sortir de leur zone de confort, à expérimenter et à adopter des pratiques responsables. Sa vision va au-delà de la simple conformité aux normes existantes : elle vise à créer un impact positif dans le temps.

Grâce à son expertise en conduite du changement, elle comprend l'importance de prendre en compte l'ensemble de l'écosystème d'une entreprise, en impliquant tout le monde dans une démarche de performance responsable.



RSE



## La valorisation des déchets, une valeur ajoutée

Créée par Gaëlle Randriamanana en 2022, la Société de Tri de Compactage et de Valorisation (STCV) figure parmi les plus grandes sociétés de recyclage et de valorisation de déchets d'Antananarivo. Son caractère innovant a valu à sa fondatrice de remporter la deuxième édition du « 3,2,1 pitch by Fihariana », à Toamasina le 2 juin dernier.

Les clients de STCV se répartissent en deux catégories : les sociétés privées et les fokontany. Les entreprises dont l'activité génère beaucoup de déchets, et qui refusent de les jeter dans la nature, peuvent souscrire un abonnement dans le cadre de leur engagement RSE. La société propose des solutions clé en mains par lesquelles elle sensibilise les collaborateurs pour qu'ils soient écoresponsables et que l'entreprise ait une identité écocitoyenne.

En terme de marché, l'entreprise opère dans trois activités : Tout d'abord « Eco-city », présent à Antananarivo depuis trois ans. Ce fut recyclé compacte et collecte les bouteilles en plastiques et canettes en aluminium. Le réceptacle est équipé de roulettes et, donc, facilement transportable. Une fois que le fut est plein, les déchets sont récupérés, passent sur la plateforme STCV où s'effectue un processus de nettoyage suivi d'un deuxième tri. Après cela, les partenaires industriels se chargent de les retransformer ou du moins une partie de ces déchets.



Pour ce qui concerne les fokontany, STCV collabore avec près de 1.200 collecteurs grâce à un projet avec le Fonds d'intervention pour le développement (FID). Ces personnes assurent le nettoyage des « fokontany » et ramènent les déchets recyclables. Ils sont rémunérés, formés et bénéficient, ainsi, d'un revenu régulier. L'entreprise collabore avec 40 fokontany dont 18 issus de la collaboration avec la Commune Urbaine d'Antananarivo et le FID.

Ensuite, la deuxième activité de STCV consiste en la représentation exclusive de la société AC2V basée à La Réunion et présente sur l'ensemble de l'Océan Indien. Dans ce cadre, STCV s'occupe de la vente

ou la location des machines de compactage et de broyage.

Enfin, le troisième métier consiste à réceptionner des déchets recyclables des particuliers car STCV a des points de collecte pour toucher les ménages. Ceux-ci sont collectés par la plateforme pour être revalorisés. A elle seule, STCV récupère près de sept tonnes de déchets recyclables par semaine. Ils seront employés à la fabrication de sacs à main, de protège-carnets, de sacs d'ordinateurs ou de goodies d'entreprises.

Un nouveau produit est né du recyclage de plastiques et de papier. Il s'agit des briquettes écologiques « Nous sommes tou-

jours à la recherche de nouvelles idées en termes de revalorisation car nous disposons d'un volume de matières premières important » explique Gaëlle Randriamanana. « L'idée m'est venue quand des clients m'ont interrogé sur les moyens de réduire le bois dans les chaudières. Ces briquettes ne sont pas commercialisées. Nous travaillons avec les grandes industries utilisant des chaudières à bois avec, pour objectif de diminuer la quantité de combustible utilisée afin d'éviter la déforestation ». Sollicitée par d'autres grandes villes à travers le pays, STCV prévoit d'étendre ses activités dans les provinces dans un avenir proche.



# MALAGASY NY ANTSIKA



## 1 Remise attestation de labellisation

Après avoir suivi les différentes étapes de la procédure de demande de labellisation, le label « Malagasy ny Antsika » a été attribué aux produits et marques des industries suivantes: BONGOU, ENDUMA, MABEL et NATEMA.

La cérémonie de remise de l'attestation de labellisation s'est déroulée durant l'Assemblée Générale des membres du SIM du 23 mars 2023.



## 2 Campagne de promotion du label « Malagasy Ny Antsika »

Comme chaque année, à l'occasion de la fête nationale, le SIM organise une campagne de promotion du label « Malagasy ny Antsika » dans les Grandes et Moyennes Surfaces (GMS) : JUMBO (Ankorondrano, Digue et Tanjombato), SHOP U (Analakely, Talatamaty et Ivandry), SHOP LIANTSOA (Antanimena, Andravoahangy et Analamahitsy) et SUPERMAKI (Pergola, Analamahitsy et Andravoahangy). Pour cette année, les activités se déroulent tous les vendredis et samedis de ce mois de juin 2023 à partir du 9 juin.

Les animations consistent à la distribution des goodies pour tout achat de trois produits différents, labellisés MALAGASY NY ANTSIKA d'un montant total minimum de 10.000 Ariary ;

Pour les produits des membres non référencés dans les GMS, d'autres animations sont prévues au Sanifer Tanjombato, Mateza Tôle Anosivavaka et au magasin ABC Ivadry notamment pour les matériaux de construction.

Le SIM a tenu une conférence de presse le 8 juin 2023. Des animations roadshows seront également au rendez-vous tous les samedis afin de renforcer la communication de cette campagne.



### 3 Foire Internationale de Madagascar (FIM):

Le SIM ne cesse de multiplier ses actions pour valoriser les produits fabriqués localement à travers le label « Malagasy ny Antsika ». L'organisation a participé à la FIM 2023 qui s'est déroulée au parc Hazovato Forello expo les 11, 12, 13 et 14 mai 2023. Un stand de 70m<sup>2</sup> a été dédié aux membres labellisés afin qu'ils puissent exposer leurs produits, effectuer de nouvelles prospections, et avoir une rencontre directe avec les consommateurs.

Le SIM a pu regrouper neuf membres labellisés, dont SDOI, SOMAPRO, MADO, SOCOLAIT, JB, OIM, SALONE, CEMENTIS, MATEZA TOLE sous un même toit durant cet évènement.



# PRIX PIERRE CASTEL

## Edition 2023 – STAR

### soutient les jeunes agri entrepreneurs malagasy

Le Prix Pierre Castel est un dispositif de soutien à l'entrepreneuriat agricole africain, lancé à travers les filiales du Groupe CASTEL : Algérie, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire et Madagascar. Le concours vise à apporter un appui financier ainsi qu'une formation visant à renforcer leur capacité à faire face aux enjeux inhérents au secteur agricole et agroalimentaire.

#### Des lauréats aux projets à fort potentiel

Leader dans la production de boissons à Madagascar, STAR est également une entreprise engagée dans la promotion de l'entrepreneuriat local.

Pour cette édition 2023, le Prix Pierre Castel a compté plus de 150 participations pour Madagascar. Parmi les 40 projets recevables, 6 d'entre eux se sont démarqués par la nature de leurs activités dont : la production de beurre de cacahuète par TIAVA ; la transformation de farine de manioc en produits dérivés sans gluten par KASSAVA ; la collecte, la transformation et la commercialisation de café par MOLI Compagny ; la culture de champignons pleurotes par MYCOFARM ; l'élevage de poules pondeuses et la production d'œufs frais par la FERME LOVA et la production d'huiles essentielles bio par MG SAKAY.

Les critères considérés dans la notation des candidats concernent : la mise en valeur des matières premières locales, la transformation et l'impact socio-environnemental.

Ont collaboré à cette édition 2023 aux côtés du Directeur Général de la Star et du Directeur d'Usine Malto, le Syndicat des Industries de Madagascar (SIM), l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la consommation ont délibéré avec la filiale de STAR.

A la suite de l'audition par le jury local du mercredi 07 juin 2023, le projet TIAVA porté par Elodie Volazara à Tamatave et le projet KASSAVA de Stephan Ammiel à Antsirabe représenteront Madagascar pour le « grand oral » avec les finalistes des autres filiales du groupe CASTEL le mois prochain.

#### Un accompagnement pour tous les lauréats

Pour la suite du programme, tous les lauréats seront poussés par la STAR dans le cadre des salons et foires divers afin de leur donner plus de visibilité dans le cadre de leur activité. Au niveau international, les quatre lauréats bénéficieront de formations entrepreneuriales certifiées en e-learning avec le Centre du Commerce International de Genève et accéderont directement à la sélection du Prix Jeunes Espoirs.

Quant aux finalistes, ils recevront en fonction de leur classement final à l'issue du « Grand Oral », un soutien financier de 15 000 € et 10 000 € ainsi qu'un parrainage et un mentorat par la STAR et le Fonds Pierre CASTEL.



Six lauréats sélectionnés



Membres du jury - Edition 2023



Elodie Volazara -  
Porteur du Projet  
TIAVA

Stephan Ammiel -  
Porteur du Projet  
KASSAVA





# STAR, LEADER DE L'INDUSTRIE DE LA BOISSON DANS L'OCÉAN INDIEN



# DONNER LES MOYENS À CHACUN D'AVANCER

Société Générale Madagascar est votre  
meilleur supporter et partenaire majeur



**C'EST VOUS  
L'AVENIR**



**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
MADAGASIKARA**